

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies, . . .	35 fr.	20 fr.
Etranger } Pays à demi-tarif 50 fr.	30 fr.	
Etranger } Pays à plein tarif 60 fr.	35 fr.	

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50
 Par porteur ou par la poste.
 Togo, France et Colonies : 1. fr. 75
 Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix : minimum 10 fr.	

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.
 Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1941

- 10 février — Acte constitutionnel n° 4 *quater* relatif à la suppléance et à la succession du Chef de l'Etat. 118

1942

- 5 février — Loi relative au contrôle douanier des importations et des exportations par la voie postale. 120
- 16 novembre — Ordonnance instituant un haut-commissaire-adjoint en Afrique française. 119
- 16 novembre — Ordonnance portant organisation générale et attributions des services du Haut-Commissariat. 119
- 16 novembre — Ordonnance instituant un conseiller législatif pour l'Afrique française. 120
- 7 décembre — Ordonnance n° 39 portant création d'un conseil impérial. 119
- 17 décembre — Ordonnance n° 43 portant codification des ordonnances fixant le statut financier de l'Afrique française. (*Arrêté de promulgation n° 91 Cab. du 10 février 1943*). 121
- 18 décembre — Ordonnance n° 44 instituant une chambre de cassation en Afrique française. (*Arrêté de promulgation n° 88 Cab. du 8 février 1943*). 121
- 18 décembre — Ordonnance n° 45 instituant une commission des grâces. (*Arrêté de promulgation n° 88 Cab. du 8 février 1943*). 122
- 19 décembre — Ordonnance n° 47 relative au mandatement d'avances remboursables. 122
- 20 décembre — Ordonnance n° 49 relative à la nomination de délégués provisoires aux entreprises. (*Arrêté de promulgation n° 92 Cab. du 10 février 1943*). 122
- 20 décembre — Ordonnance n° 51 relative au commerce avec l'ennemi. (*Arrêté de promulgation n° 89 Cab. du 8 février 1943*). 123

- 23 décembre — Ordonnance n° 53 instituant un comité consultatif de législation. 120
- 26 décembre — Délibération du conseil impérial relative à la désignation du haut-commissaire de France résidant en Afrique française. 119
- 29 décembre — Circulaire fixant les conditions d'application de l'ordonnance n° 51 du 20 décembre 1942 relative au commerce avec l'ennemi. 125

ACTES DU GOUVERNEMENT GENERAL

1942

- 1^{er} juin — N° 1942 D. S. — Arrêté général pour l'application du décret du 29 décembre 1941 réformant le régime d'interdiction de séjour en A. O. F. 126
- 6 novembre — N° 3.958 F./3 — Arrêté général fixant la réglementation relative au commerce et à la détention de l'op en A. O. F. suivi de l'instruction relative à son application. 128
- 31 décembre — N° 4.704 F. I. B. — Arrêté général portant groupement du budget des transports de l'A. O. F. des recettes et des dépenses des services de transports de l'A. O. F. et du Togo. 133
- 31 décembre — N° 4.710 S. E. — Arrêté général modifiant la loi du 14 mars 1942 codifiant la réglementation en matière de prix et stocks de tous produits, objets et denrées. 133

1943

- 15 janvier — N° 184 E. — Décision générale mettant au concours en 1943 six places pour l'emploi d'inspecteur de l'enseignement en A. O. F. (extrait). 133
- 26 janvier — N° 344 T. P./D. G. — Arrêté général portant attribution au Gouvernement général de l'A. O. F. de sept permis de recherches de 3^e catégorie au Togo. 133
- 26 janvier — N° 349 S. E. C./I. — Arrêté général relatif au contrôle douanier des importations et des exportations par la voie postale. 134
- 30 janvier — N° 376 — Arrêté général relatif à la situation du personnel civil mobilisé. 135

30 janvier	— N° 377 p. — Arrêté général relatif à l'administration des agents des cadres spéciaux de l'A. O. F. (extrait)	135
1 ^{er} février	— N° 400 s. E./P. — Arrêté général fixant les prix de certains produits de la campagne 1942-43 (extrait).	135
1 ^{er} février	— N° 402 s. E./P. — Arrêté général fixant les prix de certains produits de la campagne 1942-43 (extrait).	136
3 février	— N° 428 s. E./P. — Arrêté général fixant les prix de certains produits de la campagne 1942-43 (extrait).	136
Modificatif à l'arrêté général n° 191 c. M. 3 du 15 janvier 1943 sur la mobilisation en A. O. F. et au Togo.		137

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1942

29 septembre	— N° 549 c. F. T. — Arrêté portant ouverture et annulation de crédits au budget de l'exploitation du chemin de fer et du wharf, annexe du budget local — exercice 1942	137
3 novembre	— N° 630 c. F. T. — Arrêté portant règlement du compte définitif des recettes et des dépenses du budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf — exercice 1941	138

1943

26 janvier	— N° 56 T. P. — Arrêté fixant pour compter du 1 ^{er} janvier 1943 les tarifs kilométriques à percevoir pour l'utilisation des véhicules administratifs à gazogène ou à alcool par les divers services et les conditions d'application de ces tarifs aux S. I. P.	139
28 janvier	— N° 57 p. — Arrêté modifiant l'arrêté n° 271 du 1 ^{er} juin 1937 fixant les modalités des concours pour l'emploi de préposé du cadre local des douanes du Togo.	139
29 janvier	— N° 62 p. — Arrêté fixant à nouveau les modalités de l'examen professionnel pour l'admission des gardes-frontières dans le cadre des préposés des douanes.	140
29 janvier	— N° 66 p. — Arrêté portant approbation du budget primitif de la commune-mixte de Lomé — exercice 1943.	141
30 janvier	— N° 68 A. E. — Arrêté fixant le mode de vente de certaines denrées de première nécessité pendant le mois de février 1943.	141
31 janvier	— N° 70 p. — Arrêté réglementant le fonctionnement de la station de repos d'Alédjo (cercle de Sokodé).	141
5 février	— N° 80 A. P. A. — Arrêté étendant au Togo l'arrêté général n° 1942 p. s. du 1 ^{er} juin 1942 réformant le régime de l'interdiction de séjour en A. O. F.	142
8 février	— N° 81 p. — Arrêté modifiant les articles 9 et 10 de l'arrêté n° 611 du 12 octobre 1933 fixant la hiérarchie, la solde, le classement et les conditions spéciales de recrutement du personnel du cadre local européen des chemins de fer et du wharf du territoire du Togo, modifié par arrêtés des 24 janvier 1934 et 7 septembre 1937.	142
8 février	— N° 87 Agro. — Arrêté approuvant le plan de campagne agricole pour 1943 et lui donnant force exécutoire.	143

10 février	— N° 90 c. D. — Arrêté modifiant l'arrêté n° 22 c. D. du 9 janvier 1943 organisant le service des contributions directes	143
Additif à l'arrêté n° 479 F. du 1 ^{er} septembre 1942 portant règlement du compte définitif des recettes et des dépenses du budget local exercice 1941.		143
Additif aux arrêtés n°s 41 F. et 42 F. du 15 janvier 1943 relatifs :		
1 ^o — au supplément familial de traitement		143
2 ^o — à l'indemnité de charges de famille		143
Personnel		143
Divers		146

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et communications

Avis de recrutement pour six emplois de télégraphiste pour la colonie du Niger (modificatif).	147
Avis relatif à l'administration provisoire de biens Moraitis	147
Domaines	147
Nécrologie	148

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Le 11 novembre 1942, les troupes allemandes ayant occupé totalement le territoire métropolitain de la France, le Maréchal de France, Chef de l'Etat, a été mis dans l'impossibilité d'exercer le pouvoir. La souveraineté de la France continue sur tous ses territoires. L'amiral de la Flotte Darlan, qui résidait en Afrique française le 11 novembre 1942, a, à cette date, en vertu de l'acte constitutionnel N° 4 quater du 10 février 1941, assuré de plein droit la fonction de Chef de l'Etat pour les territoires soumis au Gouvernement du Maréchal et qui n'étaient pas occupés par les troupes allemandes. L'amiral de la flotte Darlan a pris la qualité de haut-commissaire de France résidant en Afrique française. Il a institué en même temps un haut-commissaire adjoint pour l'assister et coordonner l'action de tous les organismes du Haut-Commissariat en fonction des ordres du haut-commissaire.

ACTE CONSTITUTIONNEL N° 4 quater

DU 10^{er} FÉVRIER 1941 RELATIF A LA SUPPLÉANCE ET A LA SUCCESSION DU CHEF DE L'ÉTAT

Article 1^{er}, alinéa 1^{er}. — Si, pour quelque cause que ce soit, avant la ratification par la nation de la nouvelle constitution, nous sommes empêché d'exercer la fonction de Chef de l'Etat, M. l'amiral de la flotte Darlan l'exercera de plein droit.

Vu l'empêchement du Chef de l'Etat et du Gouvernement du fait de l'occupation totale de la France métropolitaine par les troupes allemandes, par acte secret pris dans la forme d'une ordonnance et sur le fondement de l'acte

constitutionnel N° 4 quater du 10 février 1941, l'amiral de la flotte Darlan, haut-commissaire de France résidant en Afrique française, avait décidé que le conseil impérial désignerait éventuellement son successeur au Haut-Commissariat.

Après l'attentat du 24 décembre, le conseil impérial s'est réuni à Alger le 26 décembre 1942. Il a pris la délibération suivante :

Délibération du conseil impérial

DU 26 DÉCEMBRE 1942, RELATIVE A LA DÉSIGNATION DU HAUT-COMMISSAIRE DE FRANCE RÉSIDANT EN AFRIQUE FRANÇAISE

Après délibération, le conseil impérial, décidant à l'unanimité :

M. le général d'armée Henri Giraud est désigné pour exercer les fonctions de haut-commissaire en Afrique française et de commandant en chef des armées de terre, de mer et de l'air.

Fait à Alger, le 26 décembre 1942.

NOGUES, GIRAUD, BOISSON, CHATEL, BERGERET.

Haut-commissaire adjoint

ORDONNANCE du 16 novembre 1942.

L'AMIRAL DE LA FLOTTE, HAUT-COMMISSAIRE DE FRANCE RÉSIDANT EN AFRIQUE FRANÇAISE,

Vu l'acte constitutionnel n° 4 quater du 10 février 1941;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Il est institué un haut-commissaire adjoint qui assiste le haut-commissaire de France résidant en Afrique française.

ART. 2. — Le haut-commissaire adjoint dirige et coordonne l'action de tous les organismes du Haut-Commissariat, en fonction des ordres du haut-commissaire.

ART. 3. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi de l'Etat.

Alger, le 16 novembre 1942.

F. DARLAN.

Organisation administrative

ORDONNANCE du 16 novembre 1942.

L'AMIRAL DE LA FLOTTE, HAUT-COMMISSAIRE DE FRANCE RÉSIDANT EN AFRIQUE FRANÇAISE,

Vu l'acte constitutionnel n° 4 quater du 10 février 1941;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Les services du Haut-Commissariat comprennent :

- Le secrétariat aux finances,
- Le secrétariat au commerce extérieur,
- Le secrétariat à la production et à la distribution,
- Le secrétariat aux relations extérieures,
- Le secrétariat aux affaires politiques,
- La section militaire,
- Les services de renseignements et de sécurité militaire.

ART. 2. — Il est institué un délégué du haut-commissaire pour les questions économiques et financières. Il prendra le titre de délégué général à l'économie.

ART. 3. — Le délégué du haut-commissaire pour les questions économiques et financières a autorité sur les secrétariats aux finances, au commerce extérieur, à la production. Il a, dans ses attributions propres, les questions relatives aux transports et aux problèmes sociaux.

ART. 4. — Les affaires sont réparties comme suit entre les secrétariats et services :

Secrétariat aux finances : budget, trésorerie, monnaie, change, politique des prix et des salaires, crédit, centralisation des avances extérieures, dette intérieure et extérieure;

Secrétariat au commerce extérieur : direction et contrôle des importations et des exportations, en fonction des ressources et des besoins des territoires soumis à l'autorité du haut-commissaire;

Secrétariat à la production et à la distribution : production et répartition des produits et matières premières;

Secrétariat des relations extérieures : négociation avec les pays étrangers, liaison entre le haut-commissaire et les postes diplomatiques et consulaires à l'étranger;

Secrétariat des affaires politiques : politique intérieure, maintien de l'ordre et contrôle de l'exécution, information et censure dans le cadre général du statut des territoires soumis à l'autorité du haut-commissaire;

Section militaire : liaison entre le haut-commissaire et les autorités militaires, renseignements sur la situation militaire générale et sur l'emploi et l'organisation des forces militaires.

ART. 5. — Toutes dispositions contraires à la présente ordonnance sont abrogées.

ART. 6. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi de l'Etat.

Alger, le 16 novembre 1942.

F. DARLAN.

Conseil impérial

ORDONNANCE N° 39 du 7 décembre 1942.

L'AMIRAL DE LA FLOTTE, HAUT-COMMISSAIRE DE FRANCE RÉSIDANT EN AFRIQUE FRANÇAISE,

Vu l'acte constitutionnel n° 4 quater du 10 février 1941;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé à la date du 1^{er} décembre 1942 un conseil impérial.

ART. 2. — Le conseil impérial est réuni périodiquement, sur convocation du haut-commissaire de France résidant en Afrique française, pour examiner les questions importantes qui intéressent l'empire.

ART. 3. — La composition du conseil impérial est ainsi fixée :

Président :

Le haut-commissaire pour l'Afrique française.

Membres permanents :

- Les gouverneurs généraux et résidents généraux;
- Le commandant en chef des forces terrestres et aériennes en Afrique;
- Le haut-commissaire adjoint.

Membres éventuels :

Le vice-amiral d'escadre, commandant en chef les forces maritimes et aéro-navales en Afrique;

Le général commandant en chef les forces en Afrique occidentale française;

Le général commandant en chef les forces terrestres en Afrique du Nord;

Le général commandant en chef les forces aériennes en Afrique du Nord.

En outre, le conseil impérial convoque et entend les personnalités dont il désire connaître l'avis.

ART. 4. — Les réunions du conseil impérial sont préparées par le secrétariat général du conseil impérial, qui relève de l'autorité du haut-commissaire et du haut-commissaire adjoint.

ART. 5. — Les délégations permanentes des différents pays de l'Afrique française participent aux travaux courants des directions ou sections du Haut-Commissariat.

ART. 6. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi de l'Etat.

Alger, le 7 décembre 1942.

F. DARLAN.

Conseiller législatif**ORDONNANCE du 16 novembre 1942.**

L'AMIRAL DE LA FLOTTE, HAUT-COMMISSAIRE DE FRANCE
RÉSIDENT EN AFRIQUE FRANÇAISE,

Vu l'acte constitutionnel n° 4 *quater* du 10 février 1941;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Il est institué, auprès du haut-commissaire de France résident en Afrique française, un conseiller législatif.

Le conseiller législatif a pour attributions d'émettre des avis sur les questions générales d'ordre législatif, réglementaire ou juridique dont il sera saisi par le haut-commissaire.

ART. 2. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi de l'Etat.

Alger, le 16 novembre 1942.

F. DARLAN.

Comité consultatif de législation**ORDONNANCE N° 53 du 23 décembre 1942.**

L'AMIRAL DE LA FLOTTE, HAUT-COMMISSAIRE DE FRANCE
RÉSIDENT EN AFRIQUE FRANÇAISE,

Vu l'acte constitutionnel n° 4 *quater* du 10 février 1941;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Il est institué auprès du haut-commissaire de France résident en Afrique française un comité consultatif de législation.

ART. 2. — Ce comité, placé sous la présidence du conseiller législatif près le haut-commissaire, est composé des premiers présidents et procureurs généraux des cours d'appel d'Alger, Rabat et Tunis, du procureur général près la cour d'appel de Dakar, et du président de la cour d'appel de Dakar, de deux hauts fonctionnaires désignés par le haut-commissaire, du doyen de la faculté de droit d'Alger et du bâtonnier de l'ordre des avocats à la cour d'appel d'Alger.

En cas d'absence ou d'empêchement du conseiller législatif, la présidence est assurée par le premier président à la cour d'appel d'Alger.

ART. 3. — Le comité consultatif de législation prépare et rédige les textes qui lui sont demandés et émet un avis sur les projets établis par le Haut-Commissariat ou qui lui sont transmis par les autorités placées sous sa dépendance.

Il donne également son avis sur toutes les questions qui lui sont soumises par le haut-commissaire.

ART. 4. — Des rapporteurs choisis parmi des personnalités qualifiées peuvent être adjoints au comité.

ART. 5. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi de l'Etat.

Alger, le 23 décembre 1942.

F. DARLAN.

Contrôle douanier**LOI du 5 février 1942.**

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,
Le conseil des ministres entendu;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — L'article 4 de la loi du 9 août 1925 est remplacé par les dispositions suivantes :

« L'administration des postes est autorisée à soumettre au contrôle douanier, dans les conditions prévues par les conventions et arrangements de l'union postale universelle, les envois frappés de prohibition à l'importation, passibles de droits ou taxes perçus par le service des douanes ou soumis à des restrictions ou formalités à l'entrée.

« L'administration des postes est également autorisée à soumettre au contrôle douanier les envois frappés de prohibition à l'exportation, passibles de droits ou taxes perçus par le service des douanes ou soumis à des restrictions ou formalités particulières à la sortie.

« Les fonctionnaires des douanes auront accès dans les bureaux de poste sédentaires ou ambulants, y compris les salles de tri, en correspondance directe avec l'extérieur, pour y rechercher, en présence des agents des postes, les envois clos ou non, d'origine intérieure ou extérieure, à l'exception des envois en transit, renfermant ou paraissant renfermer des objets de la nature de ceux visés au présent article.

« En application des dispositions des décrets des 10 août 1790, 26 août 1790 et 10-20 juillet 1791, il ne pourra, en aucun cas, être porté atteinte au secret des correspondances ».

ART. 2. — Un décret fixera les modalités d'application des dispositions de l'article 1^{er}.

ART. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 5 février 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le ministre secrétaire d'Etat
à l'économie nationale et aux finances,*
YVES BOUTHILLIER.

Le secrétaire d'Etat aux communications,
JEAN BERTHELOT.

Statut financier de l'Afrique française

N° 91 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

10 février 1943. — Est promulguée dans le territoire du Togo, l'ordonnance n° 43 du 17 décembre 1942 portant codification des ordonnances fixant le statut financier de l'Afrique française.

L'AMIRAL DE LA FLOTTE, HAUT-COMMISSAIRE DE FRANCE
RÉSIDENT EN AFRIQUE FRANÇAISE,

Vu l'acte constitutionnel n° 4 *quater* du 10 février 1941;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé, à dater du 15 novembre 1942, un trésor d'Afrique française qui reprendra les droits et charges du trésor public en Afrique française tels qu'ils ressortent des écritures des comptables du trésor arrêtées à cette même date.

ART. 2. — Les comptables du trésor ainsi créé sont les trésoriers généraux de l'Algérie, de la Tunisie, du Maroc et de l'A. O. F. et les payeurs principaux d'Oran et de Constantine.

Le trésorier général de l'Algérie centralisera les résultats des écritures faites pour le compte du trésor d'Afrique française tant budgétaires qu'extra-budgétaires et en rendra compte au Haut-Commissariat en Afrique française.

ART. 3. — Il est ouvert dans les écritures du trésor d'Afrique française un compte spécial intitulé : Compte d'avances pour les opérations financières de souveraineté française en Afrique, du 15 novembre au 31 décembre 1942.

A ce compte seront portés en dépenses tous les frais de souveraineté française en Afrique afférents à cette période, tant budgétaires que de trésorerie, et notamment les dépenses propres au fonctionnement du Haut-Commissariat en Afrique française et de ses services.

A ce compte seront portées en recette :

1° — Les recettes de souveraineté française en Afrique, tant budgétaires que de trésorerie, relatives à cette même période;

2° — Une contribution forfaitaire des 4 pays d'Afrique française fixée à 100 millions de francs et répartie comme suit :

Algérie	47%
Maroc	28%
Tunisie	15%
A. O. F.	10%

ART. 4. — Les modalités de fonctionnement de ce compte seront fixées par des instructions prises par l'inspecteur général des finances, chef de la mission d'Afrique.

ART. 5. — A dater du 1^{er} janvier 1943, il sera établi un budget du Haut-Commissariat en Afrique française.

Le secrétaire aux finances est chargé de sa préparation. Après approbation du délégué général à l'économie, le projet de budget sera soumis au haut-commissaire pour ratification.

Il appartiendra au secrétariat aux finances de suivre l'exécution et d'assurer le contrôle du budget ainsi arrêté. L'approbation du budget interviendra avant le 31 décembre 1942.

ART. 6. — L'exécution de ce budget sera suivie dans les comptes du trésor d'Afrique française. Ses résultats seront centralisés comme il est dit à l'article 2 par le trésorier général de l'Algérie.

ART. 7. — Les opérations de trésorerie concernant l'émission et le remboursement des bons du trésor de toutes catégories et des bons à court terme continueront à être assurées dans les mêmes conditions que précédemment aux guichets des caisses publiques chargées desdites opérations.

ART. 8. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi de l'Etat.

Alger, le 17 décembre 1942.

F. DARLAN.

Chambre de cassation — Commission des grâces

N° 88 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

8 février 1943. — Sont promulguées dans le territoire du Togo :

1° — L'ordonnance n° 44 du 18 décembre 1942 instituant une chambre de cassation en Afrique française;

2° — L'ordonnance n° 45 du 18 décembre 1942 instituant une commission des grâces.

ORDONNANCE N° 44 du 18 décembre 1942.

L'AMIRAL DE LA FLOTTE, HAUT-COMMISSAIRE DE FRANCE
RÉSIDENT EN AFRIQUE FRANÇAISE,

Vu l'ordonnance du 26 septembre 1942 sur l'organisation de la justice en Algérie;

Vu le décret du 16 novembre 1924 sur l'organisation judiciaire en Afrique occidentale française, l'ordonnance du 16 février 1838 portant application du code d'instruction criminelle au Sénégal et dépendances et le décret du 2 septembre 1933 portant modification du code d'instruction criminelle en Afrique occidentale française;

Vu le dahir du 12 août 1913 relatif à l'organisation judiciaire du protectorat français du Maroc et les décrets des 7 septembre 1913 et 27 octobre 1927;

Vu la loi du 27 mars 1883 portant organisation de la juridiction française en Tunisie et la loi du 9 juin 1941 portant création d'une cour d'appel à Tunis;

Vu les articles 216, 373, 407 et suivants, 443 et suivants, 525 et suivants du code d'instruction criminelle;

Vu l'impossibilité actuelle de soumettre à la cour de cassation les recours en cassation, les demandes en révision et règlement de juges relatifs aux décisions rendues par ces juridictions en Afrique française et aux poursuites pendantes devant ces juridictions;

Vu l'acte constitutionnel n° 4 *quater* du 10 février 1941;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — A titre temporaire et jusqu'à une date qui sera fixée ultérieurement, il est institué dans les territoires relevant du haut-commissaire une juridiction dénommée chambre de cassation d'Afrique française, à laquelle sont dévolus les pouvoirs attribués à la chambre criminelle de la cour de cassation par les lois et règlements en vigueur.

Sont toutefois exceptées de la compétence de ladite juridiction les procédures dont les dossiers sont déjà transmis au greffe de la cour de cassation.

ART. 2. — La chambre de cassation ainsi créée siège à Alger. Elle est composée du premier président de la cour d'appel d'Alger, de deux présidents de chambre et de deux conseillers à cette même

cour, de deux membres choisis dans des cours d'appel d'Afrique française autres que celle d'Alger. Ces magistrats seront désignés par ordonnance du haut-commissaire en Afrique française.

Le quorum minimum est de cinq magistrats, y compris le président.

Le premier président assurera les fonctions de président; en cas d'empêchement, il sera remplacé par le plus ancien des présidents de chambre affectés à la chambre de cassation.

ART. 3. — Les fonctions de ministère public sont exercées par le procureur général près la cour d'appel d'Alger ou, à défaut, par un avocat général près cette cour, spécialement désigné par le procureur général.

ART. 4. — Les fonctions de greffier sont remplies par le greffier en chef de la cour d'appel d'Alger. Sauf empêchement majeur, il tient lui-même la plume aux audiences.

ART. 5. — Les avocats et défenseurs inscrits auprès des cours d'appel de l'Afrique française sont admis à déposer un mémoire dans les conditions prévues à l'article 422 du code d'instruction criminelle.

ART. 6. — Il n'est rien changé aux formes et délais des pouvoirs en cassation.

ART. 7. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi de l'Etat.

Alger, le 18 décembre 1942.

F. DARLAN.

ORDONNANCE N° 45 du 18 décembre 1942.

L'AMIRAL DE LA FLOTTE, HAUT-COMMISSAIRE DE FRANCE
RÉSIDENT EN AFRIQUE FRANÇAISE,

Vu l'acte constitutionnel n° 4 quater du 10 février 1941;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Il est institué auprès du haut-commissaire de France résident en Afrique française une commission des grâces présidée par un magistrat des cours d'appel en activité ou honoraire et composée de deux magistrats et de deux fonctionnaires en activité ou honoraires, désignés par le haut-commissaire de France en Afrique française.

ART. 2. — Le secrétariat administratif sera assuré par un fonctionnaire que nommera le haut-commissaire de France en Afrique française.

ART. 3. — Un règlement fixera les conditions de fonctionnement de la commission des grâces.

ART. 4. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi de l'Etat.

Alger, le 18 décembre 1942.

F. DARLAN.

Avances remboursables

ORDONNANCE N° 47 du 19 décembre 1942.

L'AMIRAL DE LA FLOTTE, HAUT-COMMISSAIRE DE FRANCE
RÉSIDENT EN AFRIQUE FRANÇAISE,

Vu l'acte constitutionnel n° 4 quater du 10 février 1941;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Les préfets des trois départements d'Algérie, ainsi que les directeurs des finances du Maroc, de la Tunisie et de l'A. O. F., constitués ordonnateurs secondaires des dépenses métropolitaines

précédemment ordonnancées par des fonctionnaires résidant dans la métropole, sont autorisés à mandater des avances remboursables :

1° — Aux fonctionnaires de l'Etat, ou pensionnés de l'Etat, ou titulaires d'avances sur pension de l'Etat, résidant en Afrique française, qui ne peuvent y être mandatés de leurs traitement, pension ou avance sur pension du fait que tout ou partie des sommes qui leur sont dues par l'Etat à ce titre ont dû être normalement portées à leur crédit dans la métropole, ou payées à leurs ayants-droit;

2° — Aux familles directes (telles que les détermine le code civil au regard des obligations alimentaires) résidant en Afrique française de ces mêmes fonctionnaires, pensionnés ou titulaires d'avances sur pension résidant dans la métropole, quand ces familles ne peuvent, du fait des circonstances, recevoir de ceux-ci les fonds nécessaires à leur subsistance;

3° — Dans les cas particuliers qui viendraient à se présenter et sur avis conforme de M.M. les directeurs des finances de l'Algérie, du Maroc, de la Tunisie ou de l'A. O. F., à toutes les personnes vivant en fait de traitements ou pensions d'Etat ou de redevances ou de secours versés sur l'ordre des pouvoirs publics, et qui se trouveraient démunies du moyen de percevoir ces sommes du fait des circonstances.

ART. 2. — Pour éviter tout risque de double paiement, chaque établissement de mandat d'avances donnera lieu à la délivrance d'un ordre de reversement de même somme, établi au nom du fonctionnaire ou du pensionné et qui sera pris en charge par le trésorier général, ou le payeur principal, chargé du paiement du mandat d'avance. Ce dernier prendra toutes dispositions pour assurer la restitution des sommes avancées, dans les plus courts délais possibles, et en tout cas dès la reprise des relations normales entre la métropole et l'Afrique française.

ART. 3. — Le secrétaire aux finances est habilité à prendre toutes décisions nécessaires à l'application de la présente ordonnance.

ART. 4. — Les gouverneurs généraux et résidents généraux prendront toutes mesures nécessaires pour rendre en tant que de besoin, la présente ordonnance applicable sur les territoires qui dépendent de leur autorité.

ART. 5. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi d'Etat.

Alger, le 19 décembre 1942.

F. DARLAN.

Délégués provisoires aux entreprises

N° 92 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

10 février 1943. — Est promulguée dans le territoire du Togo, l'ordonnance n° 49 du 20 décembre 1942 relative à la nomination de délégués provisoires aux entreprises.

L'AMIRAL DE LA FLOTTE, HAUT-COMMISSAIRE DE FRANCE
RÉSIDENT EN AFRIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 10 septembre 1940 prévoyant la nomination d'administrateurs provisoires aux entreprises privées de leurs dirigeants, ensemble le décret du 16 janvier 1941 pour l'application de la loi précitée;

Vu l'acte constitutionnel n° 4 quater du 10 février 1941;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Les entreprises industrielles et commerciales, établies en France métropolitaine et possédant en Afrique française des sociétés filiales, des succursales ou des établissements de quelque forme juridique qu'ils soient, peuvent être placées sous le régime de la délégation provisoire, si les dirigeants résidant en Afrique de ces filiales, succursales ou établissements, ne disposent pas de pouvoirs nécessaires à la bonne marche de l'entreprise.

Le délégué est désigné par arrêté du résident ou du gouverneur général compétent, après avis, s'il y a lieu, du comité d'organisation ou du groupement économique auquel ressortit l'entreprise.

Il est mis fin à la délégation par l'autorité qui a procédé à la nomination.

ART. 2. — Compte tenu des nécessités économiques générales définies par l'administration supérieure, le délégué gère les intérêts en Afrique française de l'entreprise métropolitaine pour le compte des ayants-droit avec tous les pouvoirs du propriétaire ou des dirigeants de la société propriétaire ou exploitant, sous les réserves indiquées à l'article suivant.

ART. 3. — Les pouvoirs du délégué peuvent s'étendre à la totalité ou à une partie seulement de l'entreprise suivant les précisions apportées par l'arrêté de nomination.

Le délégué est tenu de solliciter l'approbation préalable du résident ou gouverneur général :

1^o — Pour toute opération susceptible de modifier l'objet principal de l'entreprise ;

2^o — Sauf autorisation permanente prévue par l'arrêté de nomination, pour toute opération financière de nature à engager gravement l'entreprise métropolitaine et, notamment, l'émission, l'octroi ou l'ouverture d'emprunts, d'avances, de prêts ou de crédits, dépassant les besoins de trésorerie exigés par les opérations courantes ;

3^o — Pour toute opération de nature à entraîner la liquidation totale ou partielle de l'entreprise ou la cessation de son fonctionnement en Afrique française, et plus généralement pour toute opération de disposition affectant l'actif immobilisé de l'entreprise.

ART. 4. — Les résidents et gouverneurs généraux peuvent faire procéder à tout moment, à des vérifications de la gestion du délégué par des personnes habilitées par eux à cet effet.

ART. 5. — La rémunération du délégué est à la charge de l'entreprise. Si le délégué était déjà agent de l'entreprise métropolitaine, elle ne doit pas excéder celle dont il était bénéficiaire avant le 8 novembre 1942, sauf les corrections qu'il peut y avoir lieu d'apporter à celle-ci, du fait du mouvement des prix à l'exemple de ce qui pourra être fait pour les fonctionnaires de l'Etat.

Dans le cas contraire, ou dans des cas exceptionnels, la rémunération est fixée par l'autorité qui procède à la nomination.

ART. 6. — Dans le cas où une entreprise métropolitaine possède plusieurs sociétés filiales, succursales ou établissements en Afrique française, il n'est procédé qu'à la désignation d'un seul délégué de cette entreprise pour l'Afrique française. La désignation est faite par le haut-commissaire en Afrique française, sur proposition des résidents et gouverneurs généraux intéressés.

Dans le cas où une entreprise métropolitaine possède en Afrique française des sociétés filiales, succursales ou établissements dont l'activité s'étend à l'ensemble de l'Afrique française, la désignation est faite par le haut-commissaire en Afrique française.

ART. 7. — Les décisions prises de bonne foi par le délégué gérant en bon père de famille, sont opposables à l'entreprise métropolitaine. Celle-ci ne saurait, notamment, se prévaloir ultérieurement de l'ignorance où elle s'est trouvée de ces décisions pour prétendre à leur nullité. De même, toute disposition arrêtée par l'entreprise et exécutoire en Afrique française, est non avenue en Afrique française si elle s'oppose à une disposition prise de bonne foi par le délégué en Afrique française.

ART. 8. — Le délégué répond des dommages et intérêts qui pourraient résulter de l'inexécution de son mandat. Il répond, en outre, non seulement du vol, mais des fautes qu'il aurait commises dans sa gestion, conformément au droit commun, et en outre, en ce qui concerne les sociétés, aux lois particulières aux entreprises revêtant cette forme.

ART. 9. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi de l'Etat.

Alger, le 20 décembre 1942.

F. DARLAN.

Commerce avec l'ennemi

N^o 89 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

8 février 1943. — Est promulguée dans le territoire du Togo, l'ordonnance n^o 51 du 20 décembre 1942 relative au commerce avec l'ennemi.

L'AMIRAL DE LA FLOTTE, HAUT-COMMISSAIRE DE FRANCE
RÉSIDENT EN AFRIQUE FRANÇAISE,

Vu l'acte constitutionnel n^o 4 *quater* du 10 février 1941;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Tout rapport, direct ou par personne interposée, se trouve et demeure interdit entre Français et ennemis ou territoire ennemi, sous réserve des dérogations prévues aux articles 15 et 16 de la présente ordonnance.

ART. 2. — Pour l'application de la présente ordonnance, sont réputés Français ou traités comme tels :

1^o — Tous ressortissants français ;

2^o — Tous étrangers ;

3^o — Toutes associations, sociétés, agences, succursales ou tous autres établissements, déclarés ou non, légalement français, qui sont placés sous l'autorité du haut-commissaire en Afrique française.

Sont réputés ennemis :

a) Tous les gouvernements ennemis ou leurs agents, quel que soit le territoire où ils se trouvent, tous individus se trouvant sur le territoire de l'ennemi ou y ayant leur résidence habituelle ;

b) Tous organismes, toutes associations, sociétés, agences, succursales ou tous autres établissements, déclarés ou non, qui ont leur siège en territoire ennemi ou qui ont été constitués conformément aux lois d'un Etat ennemi ;

c) Tous organismes, toutes associations, sociétés, agences, succursales ou tous autres établissements, déclarés ou non, en quelque lieu qu'ils exercent leur activité, dépendant de quelque manière que ce soit d'une ou de plusieurs personnes physiques ou morales visées sous les lettres a) et b) ci-dessus;

d) Tous ressortissants ennemis internés en Afrique française ou dans un pays allié.

ART. 3. — Le haut-commissaire en Afrique française arrêtera une liste, dite « liste officielle d'ennemis », comprenant les noms des individus, associations, sociétés, agences, succursales et autres établissements qui, indépendamment de ceux qui sont définis à l'article 2 ci-dessus, seront considérés comme ennemis pour l'application de la présente ordonnance.

Cette liste, ses additifs et correctifs seront publiés.

ART. 4. — Les territoires occupés par l'ennemi seront, pour l'application de la présente ordonnance, considérés comme faisant partie du territoire ennemi. Toutefois, des ordonnances spéciales pourront édicter des règles particulières pour l'application à certains de ces territoires de la présente ordonnance.

ART. 5. — Les contrats passés postérieurement à l'ouverture des hostilités en violation des dispositions de la présente ordonnance sont nuls de plein droit; ceux qui ont été valablement conclus antérieurement, ont leurs effets suspendus pendant toute la durée des hostilités, dans la mesure où leur exécution comporte une violation des dispositions de l'article 1^{er}.

Toutefois, les dettes contractées au profit des ennemis continuent de porter intérêt dans les conditions prévues au contrat ou, à défaut, conformément à la loi, faute de consignation des fonds par les débiteurs à la caisse des dépôts et consignations, dans les trois mois de la date de l'ouverture des hostilités, si la dette était exigible avant cette date, ou, dans le cas contraire, dans les trois mois qui suivent la date d'exigibilité de la dette. Les sommes revenant à des ennemis, à titre de dividende, intérêt ou autre paiement périodique représentant l'intérêt du capital, ne portent pas elles-mêmes intérêt.

De même, dans le cas où un administrateur-séquestre a été désigné, le président du tribunal civil du lieu de la mise sous-séquestre peut, à la requête de l'administrateur-séquestre ou de la partie contractante avec laquelle les rapports ne sont pas interdits par la présente ordonnance, autoriser l'exécution au profit de l'administrateur-séquestre ou contre lui, d'un contrat valablement passé antérieurement à l'ouverture des hostilités et dont les effets devraient être suspendus pendant leur durée en vertu des dispositions du premier alinéa du présent article.

ART. 6. — Les produits naturels ou fabriqués, les espèces, valeurs et titres de créance ayant fait l'objet d'une opération interdite en vertu de l'article 1^{er}, sont passibles de confiscation.

ART. 7. — L'importation des produits naturels ou fabriqués, d'origine ou de provenance ennemie, même déclarés comme tels, est interdite pour la consommation, le transit, l'entrepôt et l'admission temporaire, sous les pénalités prévues par la législation douanière et par la présente ordonnance.

ART. 8. — Seront considérées comme commerce avec l'ennemi, toutes opérations effectuées sur des marchandises consignées à un ennemi ou par un ennemi ou, à destination ou en provenance du territoire de l'ennemi, y compris le transport de telles marchandises.

Sera également considérée comme commerce avec l'ennemi, toute opération consistant à importer en Afrique française ou à acquérir, en pays neutre ou allié, des espèces, valeurs ou titres de créance d'origine ennemie.

Le commerce ou les relations avec l'ennemi comprendront tout envoi, toute réception, tout apport, tout transport, toute transmission, toute importation ou exportation ou toute tentative d'envoi, de réception, d'apport, de transport, de transmission, d'importation ou d'exportation :

De tout écrit ou papier ou message ou autre communication de quelque nature que ce soit;

De biens de toute nature, objets de droit réel ou personnel, directement ou indirectement à destination ou en provenance de l'ennemi ou du territoire ennemi après le 11 novembre 1942.

ART. 9. — Des ordonnances du haut-commissaire en Afrique française détermineront les conditions dans lesquelles ne seront pas considérés comme ennemis, au sens des articles 7 et 8 de la présente ordonnance, les produits naturels ou fabriqués originaires d'un pays ennemi et ayant subi dans un pays tiers, une ouvraison ou une transformation.

Des ordonnances prises par le haut-commissaire en Afrique française détermineront les conditions dans lesquelles ne seront pas considérés comme ennemis les produits naturels ou fabriqués, non originaires d'un pays ennemi, mais y ayant subi une transformation ou une ouvraison.

ART. 10. — Des ordonnances du haut-commissaire détermineront les pays dont le trafic doit être soumis au contrôle prévu ci-après. Elles seront prises après avis conforme d'un comité dont la composition sera prévue ultérieurement et publiée.

Pour chacun de ces pays, les ordonnances spécifieront :

a) La liste I. M. des produits naturels ou fabriqués dont l'importation en Afrique française sera soumise aux formalités prévues aux articles 12 et 13;

b) La liste E. X. des produits naturels ou fabriqués dont l'exportation hors de l'Afrique française sera soumise aux formalités prévues aux articles 11 et 13.

Les dites ordonnances fixeront également les conditions auxquelles seront soumis le transit par le territoire de l'Afrique française, l'entreposage et l'admission temporaire sur le même territoire.

ART. 11. — L'exportation vers un pays figurant dans une des ordonnances visées à l'article 10, d'un produit naturel ou fabriqué mentionné sur la liste E. X. relative à ce pays, n'est autorisée qu'après souscription par l'exportateur, auprès de la douane, d'un acquit à caution garantissant la destination finale du produit et la remise au destinataire de celui-ci.

ART. 12. — L'importation en provenance d'un pays figurant dans une ordonnance visée à l'article 10, d'un produit naturel ou fabriqué mentionné sur la liste I. M. relative à ce pays, n'est autorisée que sur production d'un certificat d'origine. Une ordonnance indiquera les cas dans lesquels ce certificat doit être visé par les autorités qui seront désignées ultérieurement.

ART. 13. — Les ordonnances visées aux articles 10 et 11 détermineront les cas dans lesquels les exportations seront soumises à la production d'un certificat dit « de nationalité » relatif au destinataire réel d'un produit naturel ou fabriqué mentionné sur la liste E. X. Les ordonnances visées aux articles 10

et 12 détermineront de même les cas dans lesquels les importations seront soumises à la production d'un certificat analogue relatif à la personne établie en pays étranger ou y faisant des affaires et qui vend un produit naturel ou fabriqué mentionné sur la liste I.M. et destiné à l'importation en Afrique française.

Les ordonnances visées aux articles 10, 11 et 12 pourront étendre l'obligation du certificat dit « de nationalité » aux courtiers, transitaires, commissionnaires et à tout autre intermédiaire participant au trafic visé par ces ordonnances.

Pour l'obtention du certificat dit « de nationalité » les intéressés devront s'adresser, dans la circonscription de leur résidence, à une autorité qui sera désignée ultérieurement.

ART. 14. — Les ordonnances visées à l'article 10 détermineront les conditions d'application des articles 11, 12 et 13 aux produits naturels ou fabriqués, transitant par le territoire de l'Afrique française.

ART. 15. — Sous réserve de l'exercice de contrôles de toute nature sur ces opérations, peuvent être autorisés :

1° — La correspondance et les envois de colis institués par des accords de Croix-Rouge dans l'intérêt des prisonniers de guerre et des familles;

2° — Les correspondances prévues pour le temps de guerre par les conventions internationales en vigueur.

Les conditions dans lesquelles s'appliquent ces diverses exceptions seront, en tant que de besoin, et si elles n'ont pas déjà fait l'objet d'une réglementation particulière, précisées par une ordonnance du haut-commissaire, après avis conforme d'une commission « des dérogations aux interdictions de rapports avec l'ennemi » dont la composition sera ultérieurement fixée.

ART. 16. — Des dérogations générales ou particulières à l'interdiction de tous rapports avec l'ennemi, peuvent être accordées par ordonnance après avis conforme de la commission des dérogations aux interdictions de rapports avec l'ennemi.

ART. 17. — Les infractions et tentatives d'infraction aux dispositions de la présente ordonnance seront, sans préjudice des peines édictées par d'autres dispositions légales et, notamment par l'article 83 du code pénal, modifié par le décret du 29 juillet 1939, punies d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de 5.000 à 100.000 francs ou de l'une seulement de ces deux peines, celles-ci pouvant être doublées en cas de récidive.

Seront réputés complices de l'infraction ou de la tentative d'infraction, tous individus qui, connaissant la provenance ou la destination des objets naturels ou fabriqués, des valeurs, fonds, monnaies ou devises ayant fait l'objet de l'opération interdite, auront participé à un titre quelconque, pour le compte de l'une des parties contractantes à la dite opération interdite.

Les condamnations prononcées contre les auteurs ou complices des infractions ci-dessus, pourront entraîner privation des droits civils et civiques énumérés à l'article 42 du code pénal.

ART. 18. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Alger, le 20 décembre 1942.

F. DARLAN.

CIRCULAIRE fixant les conditions d'application de l'ordonnance du 20 décembre 1942 relative au commerce avec l'ennemi.

L'état de guerre avec l'Allemagne et l'Italie, dont l'effet était suspendu par la signature des conventions d'armistice, reprend comme conséquence de la rupture de ces dernières par les pays de l'Axe.

Dans ces conditions, et afin d'éviter par ailleurs toute difficulté d'interprétation, il est précisé que pour l'application de l'ordonnance ci-dessus visée, sont considérés comme ennemis à compter du 11 novembre 1942, l'Allemagne, les pays alliés de l'Allemagne et leurs colonies ou protectorats et, par assimilation, les pays occupés par l'Allemagne et ses alliés dès leur occupation.

De plus, il y a lieu d'ajouter que la notion d'occupation par l'Allemagne et ses alliés s'applique non seulement aux pays ou territoires occupés militairement, mais également à ceux qui se trouvent sous le contrôle politique ou économique des pays de l'Axe.

Dans ces conditions, les principaux pays ou territoires avec lesquels tout rapport direct ou par personne intéressée est actuellement interdit, sont les suivants :

France métropolitaine, Corse et Indochine,

Albanie,

Allemagne,

Autriche,

Belgique,

Bulgarie,

Chine (territoires de la juridiction du Gouvernement de Nankin et autres territoires chinois occupés par le Japon),

Danemark,

Esthonie,

Finlande,

Grèce,

Hongrie,

Indes Néerlandaises,

Italie,

Japon et Corée,

Lettonie,

Lithuanie,

Luxembourg,

Lybie, (territoires occupés par l'Allemagne et l'Italie).

Mandchouko,

Monaco,

Norvège,

Pays-Bas,

Pologne,

Roumanie,

Thaïlande,

Tchéco-Slovaquie,

Tunisie (territoires occupés par l'Allemagne et l'Italie),

U. R. S. S. (territoires occupés par l'Allemagne),

Yougoslavie,

et tout autre territoire contrôlé ou occupé par l'Allemagne ou ses alliés.

Alger, le 29 décembre 1942.

Le général d'armée,

haut-commissaire en Afrique française,

H. GIRAUD.

ACTES DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL

Interdiction de séjour

ARRETE N° 1942 D. S. du 1^{er} juin 1942.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,
HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE
COMMANDEUR DE LA LÉON D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le Gouvernement général de l'Afrique occidentale française, ensemble tous actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 25 juin 1940, créant un Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu le décret du 5 décembre 1931, réorganisant la justice indigène en Afrique occidentale française;

Vu le décret du 30 octobre 1935, réformant le régime de l'interdiction de séjour;

Vu le décret du 29 décembre 1941, réformant le régime de l'interdiction de séjour en Afrique occidentale française;

ARRETE :

TITRE PREMIER

JUSTICE FRANÇAISE

ARTICLE PREMIER. — L'ensemble du territoire de l'Afrique occidentale française est interdit à tous les individus qui n'appartiennent pas aux races de l'Afrique Noire, contre lesquels aura été prononcée la peine de l'interdiction de séjour.

ART. 2. — Défense de paraître est faite à tous les individus faisant partie des races de l'Afrique Noire interdits de séjour par les juridictions françaises en application de la loi du 27 mai 1865, dans les territoires et circonscriptions administratives ci-après :

1^o En Mauritanie

Les cercles de la Baie du Lévrier, de l'Adrar, d'Ak-joujt, du Tagant.

2^o Au Sénégal

a) L'ensemble du territoire aux originaires des autres colonies de la fédération;

b) Aux originaires du Sénégal les localités de Saint-Louis, Louga, Kébémér, Thiès, Tivaouane, Khombolè, Meckhé, M'Bour, Diourbel, Bambey, Kaolack, Guinguiné, Gossas, Foudiougne, Fatick et Ziguinchor.

3^o Au Soudan

Les localités de Bamako, Kati, Kayes, Ségou, Markala, Mopti, Gao.

4^o Niger

Les cercles de Dosso, Birni, N'Konni, Maradi, Zinder, Gouré, N'Guigmi, Bilma.

5^o En Guinée

a) Les cercles de Conakry, Forécariah, Siguiri (rive gauche du Niger);

b) Les localités de Boffa (et canton de This et Kolo), de Boké (et canton Victoria), de Kindia (et canton de Tanisso, Soloum et Sanou), de Mamou, de Dalaba, de Pita, de Dabola (et canton de Pitoba et Tamba), de Bissikrime, de Faranah, de Kankan;

c) Toute partie du territoire située à moins de 20 kilomètres de la frontière.

6^o En Côte d'Ivoire

a) Tous les cercles frontaliers;

b) Les subdivisions d'Abidjan, Bouaké, Bobo-Dioulasso, Ouagadougou, Grand-Bassam.

7^o Au Dahomey

- a) Les cercles de Porto-Novo, Cotonou, Ouidah;
- b) Les subdivisions de Grand-Popo, d'Abomey.

8^o A la circonscription de Dakar

L'ensemble du territoire de la circonscription.

ART. 3. — La commission instituée par l'article 2 du décret-loi du 30 octobre 1935 comprend :

Le directeur de la sûreté générale, *Président*;

Un représentant du parquet général;

Un représentant de la direction des affaires politiques et administratives.

ART. 4. — Chaque fois qu'aux termes du décret du 29 décembre 1941, l'avis de cette commission sera nécessaire, les membres en seront consultés à la diligence du directeur de la sûreté générale.

ART. 5. — Lorsque pour des raisons impérieuses ou urgentes un condamné sollicite l'autorisation de séjourner provisoirement dans une localité qui lui est interdite, cette autorisation peut lui être donnée, pour une durée maxima de 15 jours, par le gouverneur de la colonie en résidence, d'accord avec le gouverneur de la colonie pour laquelle l'autorisation est demandée; au delà de 15 jours par le gouverneur général (direction de la sûreté générale) après avis de la commission prévue à l'article 3 du présent arrêté.

La requête des intéressés n'est recevable que si ceux-ci se sont conformés strictement à la réglementation sur l'interdiction de séjour en Afrique occidentale française.

ART. 6. — Le carnet anthropométrique délivré en application de l'article 4 du décret du 29 décembre 1941 comprendra les indications ci-après :

1^o — l'état civil du condamné;

2^o — le signalement et les particularités physiques apparentes;

3^o — une copie de l'arrêté d'interdiction de séjour, et mention de la notification de l'intéressé;

4^o — des cases réservées à la photographie et aux empreintes digitales du condamné;

5^o — des cases réservées aux visas des autorités;

6^o — le rappel des principales obligations auxquelles est astreint le condamné.

Le modèle de ce carnet est établi par les soins de la direction de la sûreté générale.

ART. 7. — Trois mois, au moins, avant la libération du condamné frappé d'interdiction de séjour (et pour le cas de condamnation inférieure ou égale à 3 mois, dans le plus bref délai possible), le directeur de l'établissement pénitentiaire où est détenu le condamné, adresse le dossier de l'intéressé au gouverneur (service de sûreté) de la colonie, dans laquelle est située la prison.

Ce dossier comprend :

1^o — un extrait du registre d'écrou concernant le condamné;

2^o — un extrait de la minute du jugement ayant prononcé l'interdiction de séjour;

3^o — une fiche contenant tous les renseignements d'identification et d'état civil nécessaires à l'établissement du carnet (fiche dactyloscopique complète).

ART. 8. — Le gouverneur transmet le dossier précité au gouverneur général (direction de la sûreté générale), qui fixe par arrêté, sur la proposition de la commission prévue à l'article 3, les lieux interdits au condamné.

Ampliation de l'arrêté, avec les pièces du dossier est envoyée au gouverneur qui fait procéder à l'établissement du carnet de l'intéressé, ainsi que d'une fiche pouvant permettre de délivrer le cas échéant, un duplicatum de ce document.

Le carnet revêtu de la signature du gouverneur ou de son délégué et du timbre de la colonie, est adressé au régisseur de la prison où l'individu purge sa peine.

Si le dernier domicile du condamné est connu, le dossier est transmis, pour classement, au gouverneur de la colonie de ce dernier domicile.

Dans le cas contraire, il est classé au Gouvernement de la colonie où il a été établi.

ART. 9. — A sa libération, notification est faite au condamné des lieux qui lui sont interdits à titre général et spécial. Un procès-verbal est dressé à cette occasion.

Le carnet anthropométrique est alors remis au condamné, après rappel des formalités de police auxquelles il est astreint aux termes du décret du 20 décembre 1941.

ART. 10. — Le visa prévu par l'article 4 du décret précité comporte l'apposition sur le carnet d'un timbre humide et la signature du commissaire de police, ou à son défaut, du commandant de gendarmerie ou du chef de circonscription administrative.

Un contrôle des visas ainsi délivrés, est tenu par ces mêmes autorités.

ART. 11. — Le condamné autorisé à séjourner dans les localités qui lui étaient interdites, est tenu de se soumettre aux formalités qui précèdent.

ART. 12. — Le condamné doit être porteur de son carnet afin de pouvoir le présenter à toutes réquisitions des autorités qualifiées, énumérées à l'article 10 du présent arrêté.

ART. 13. — Si le condamné perd son carnet, il doit en faire la déclaration verbale dans les 48 heures aux mêmes autorités.

Il lui est alors délivré récépissé de cette déclaration, et un duplicata du carnet anthropométrique est demandé au gouverneur de la colonie qui a délivré l'original.

ART. 14. — L'interdit de séjour, qui encourt une nouvelle condamnation à la même peine, n'est pas muni d'un nouveau carnet :

Il est établi un feuillet additionnel portant mention de la condamnation et de la nouvelle date d'expiration de la peine, dans les mêmes conditions que le carnet lui-même.

ART. 15. — Si un individu, déjà frappé de la peine d'interdiction de séjour, vient à subir une condamnation nouvelle n'entraînant pas cette sanction, avis de cette condamnation est donné par le chef de l'établissement pénitentiaire où le condamné purge sa peine, à la colonie où est conservé son dossier.

Mention est faite, sur le carnet anthropométrique, de la condamnation encourue.

TITRE II

JUSTICE INDIGÈNE

ART. 16. — Les lieux dans lesquels défense de paraître est faite à tout individu, interdit de séjour par une juridiction indigène, seront fixés suivant la procédure établie par l'article 12 du décret du 3 décembre 1931.

ART. 17. — Sont applicables à cette catégorie d'interdits de séjour, les articles 6 et 7, et 9 et 15 du présent arrêté.

ART. 18. — Lorsque pour des raisons impérieuses ou urgentes, un condamné sollicite l'autorisation de séjourner provisoirement dans le lieu qui lui est interdit, cette autorisation peut lui être donnée, quelle que soit sa durée, par le gouverneur de la colonie de sa résidence, d'accord avec le gouverneur de la colonie pour laquelle l'autorisation est demandée.

La requête des intéressés, n'est recevable, que si ceux-ci se sont conformés strictement à la réglementation sur l'interdiction de séjour en Afrique occidentale française.

ART. 19. — En vue de l'application de l'article 13 de la loi du 3 décembre 1931, le gouverneur transmet le dossier prévu à l'article 7 du présent arrêté, au gouverneur général (direction de la sûreté générale), si la résidence prévue, ou les lieux à interdire, dépendent d'une colonie autre que celle dans laquelle la procédure a été suivie.

Le gouverneur général fixera par arrêté les lieux interdits au condamné, ou prononcera la résidence obligatoire. Le dossier est ensuite transmis conformément aux alinéas 2 et 3 de l'article 8 du présent arrêté.

ART. 20. — Si les lieux à interdire ou la résidence prévue sont situés dans la colonie où la procédure a été suivie, l'arrêté précité est pris par le chef de la colonie. Le carnet est ensuite établi par les soins du service local de sûreté, en même temps qu'une fiche pouvant permettre de délivrer, le cas échéant, un duplicatum de ce document. Le carnet revêtu de la signature du gouverneur et du timbre de la colonie, est adressé à la prison où le condamné purge sa peine.

Il est ensuite procédé comme prescrit aux alinéas 4 et 5 de l'article 8 du présent arrêté.

TITRE III

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

ART. 21. — Les dispositions du décret du 29 décembre 1941 entreront en vigueur à dater du 1^{er} juillet 1942.

ART. 22. — Les individus condamnés à l'interdiction de séjour avant le 1^{er} juillet 1942 demeureront, s'ils le désirent, soumis à la législation antérieure.

La suspension de la peine, ainsi que toute autorisation nouvelle, leur seront accordées dans les formes prévues par la nouvelle réglementation.

S'ils encourtent une nouvelle condamnation, entraînant l'interdiction de séjour, ils seront obligatoirement soumis au régime édicté par le décret du 29 décembre 1941, et par le présent arrêté.

ART. 23. — Ils pourront obtenir, dans les conditions normales, le bénéfice des dispositions nouvelles, en demandant la délivrance d'un carnet anthropométrique, au chef de circonscription administrative, à défaut de commissaire de police ou de commandant de brigade de gendarmerie, dans la localité où ils résident.

ART. 24. — Les gouverneurs des colonies du groupe, le gouverneur administrateur de la circonscription de Dakar et dépendances, le directeur de la sûreté générale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Dakar, le 1^{er} juin 1942.

P. BOISSON.

Or

ARRETE N° 3958 F.3 du 6 novembre 1942.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,
HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE,
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le Gouvernement général de l'A. O. F.;

Vu le décret du 25 juin 1940, créant un Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu le décret-loi du 9 septembre 1939, prohibant et réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or;

Vu ensemble les décrets et les arrêtés interministériels du 9 septembre 1939, du 20 mai 1940 et du 30 mai 1940 pris en application du décret-loi précédent;

Vu le décret du 20 janvier 1940, prohibant sauf autorisation le démarchage, le colportage et le brocantage sur les matières d'or;

Vu, en son article 25, l'arrêté interministériel du 8 avril 1942 relatif au contrôle des changes dans les colonies et territoires africains sous mandat;

ARRETE :

Dispositions générales

ARTICLE PREMIER. — Sont interdits sur le territoire de l'Afrique occidentale française, l'achat, la vente et la détention d'or brut dans d'autres conditions que celles du présent arrêté.

Est interdite toute exportation d'or brut hors du territoire de l'Afrique occidentale française sauf autorisation exceptionnelle qui sera délivrée par le gouverneur général.

ART. 2. — Sont considérés comme or brut les objets et alliages d'or non travaillés ou grossièrement façonnés, sous forme de jones, torsades, anneaux, plaques etc... dont la valeur de façon serait négligeable par rapport à la valeur de la matière et les bijoux de fabrication locale autres que les bijoux entièrement travaillés en filigrane.

Ne sont pas considérés comme or brut les appareils de prothèse dentaire, les trésors familiaux et rituels des indigènes qui auront été reconnus et identifiés par l'autorité administrative, enfin les bijoux ou objets en or portant le poinçon de garantie métropolitain ou qui auront reçu, à la diligence du propriétaire, la marque du service des mines de l'Afrique occidentale française.

Cette marque pourra être apposée, exceptionnellement, sur des bijoux d'origine locale autres qu'en filigrane à condition qu'ils aient été fabriqués par des artisans éprouvés titulaires de diplômes professionnels et qu'ils répondent aux conditions qui seront fixées dans les instructions d'application du présent arrêté.

ART. 3. — Le commerce des objets et bijoux en or revêtus du poinçon de garantie de la métropole ou du service des mines de l'Afrique occidentale française et des bijoux en filigrane de fabrication locale est libre, sous réserve des déclarations et des autorisations réglementaires.

Les autorisations prévues à l'article premier du décret-loi du 20 janvier 1941 pour le démarchage, le colportage et le brocantage d'objets fabriqués ou des bijoux en or seront délivrées dans chaque colonie par le chef de la colonie.

Achats et ventes d'or brut par les commerçants

ART. 4. — L'or de provenance indigène ne pourra être acheté aux orpailleurs que par des commerçants titulaires d'une patente spéciale.

ART. 5. — Des patentes d'achat d'or au détail sont délivrées aux commerçants achetant l'or directement et exclusivement aux orpailleurs indigènes pour le revendre aux commerçants en gros ou en demi-gros.

Elles sont remises par les commandants de cercle ou les contrôleurs des contributions directes.

Les titulaires de ces patentes ne pourront procéder à leurs opérations que dans les lieux ou les localités désignés par arrêtés des gouverneurs, qui fixeront en même temps le prix minimum d'achat au producteur.

Les acheteurs au détail sont tenus de revendre l'or acheté de telle façon que l'intervalle entre deux ventes successives ne soit pas supérieur à deux mois, la totalité du stock détenu devant être cédée à chaque vente.

Tout acheteur au détail devra être détenteur d'une fiche numérotée et paraphée qui lui sera délivrée par le commandant de cercle. Pour chaque vente, il devra présenter cette fiche à l'autorité administrative qui la visera, la datera et y inscrira le poids de l'or présenté, puis à l'acheteur en demi-gros ou en gros, qui la visera.

ART. 6. — Des patentes d'achat d'or en demi-gros seront délivrées aux commerçants qui, soit pour leur propre compte, soit pour le compte d'un commerçant en gros, achètent l'or aux commerçants de détail.

Elles seront remises par les commandants de cercle ou les contrôleurs des contributions directes, sur autorisation du chef de la colonie.

Tout acheteur en demi-gros sera tenu de revendre aux commerçants en gros ou, à défaut, de remettre au Gouvernement général l'or qu'il aura acheté de telle façon que l'intervalle entre deux ventes successives ne soit pas supérieur à deux mois, la totalité du stock détenu devant être cédée à chaque vente.

Les opérations d'achat ou de vente seront inscrites dans une comptabilité spéciale avec l'indication du poids de l'or acheté ou vendu, de la date de transaction et du nom du vendeur ou de l'acheteur.

ART. 7. — L'autorisation d'acheter l'or en gros ne peut être accordée, sauf autorisation spéciale du gouverneur général, qu'aux établissements, qui auront pratiqué le commerce de l'or pendant deux ans au moins avant le 11 octobre 1939. Elle fera l'objet d'un arrêté local.

Toutefois, les autorisations accordées par arrêté en application de la réglementation antérieure resteront valables.

Les commerçants en gros tiendront une comptabilité spéciale pour leurs achats et ventes d'or de la même façon que les acheteurs en demi-gros. Ils seront tenus de céder leur or au Gouvernement général de telle façon que l'intervalle entre deux cessions successives ne soit pas supérieur à deux mois, la totalité du stock détenu devant être cédée à chaque vente.

ART. 8. — Les acheteurs au détail ne pourront utiliser qu'une balance à or par patente. Dans un délai de 3 mois après la publication du présent arrêté, les balances à or existant actuellement seront recensées par les soins de l'administration locale. Les balances en service seront marquées d'une manière indélébile au numéro de la fiche de leur propriétaire, les autres seront remises à l'administration qui en assurera la conservation en attendant une utilisation éventuelle. Toute balance à or qui viendrait à être importée ou qui cesserait d'être en usage dans un cercle devra être remise dans un délai de cinq jours au commandant de cercle, qui en assurera la conservation jusqu'à utilisation éventuelle.

Toute cession de balance à or fera l'objet d'une autorisation spéciale délivrée par le commandant de cercle.

La détention irrégulière de balance à or sera sanctionnée.

Achat de l'or brut par le Gouvernement général

ART. 9. — L'or brut devant être revendu au Gouvernement général sera déclaré tous les deux mois au service des mines à Dakar qui fixera au détenteur la date à laquelle l'envoi devra être fait. Le service des mines prendra l'or en charge et procédera aux opérations de pesée, de lingotage, d'échantillonnage et de titrage aux frais de l'expéditeur.

Au cas où le service des mines ne serait pas en mesure de recevoir l'envoi, le détenteur, s'il a fourni sa déclaration dans le délai réglementaire, sera considéré comme ayant satisfait aux obligations fixées dans cet article et autorisé à conserver l'or jusqu'à la demande d'envoi du service des mines.

L'expéditeur devra assister aux opérations de pesée, lingotage, échantillonnage et titrage ou se faire représenter, sur la convocation du service des mines qui sera adressée par lettre recommandée. Faute de sa part ou de la part de son représentant, d'avoir répondu à cette convocation, les opérations pourront avoir lieu dans un délai d'un mois après la date d'envoi de la lettre recommandée, constatée par le récépissé de la poste. Dans ce cas, aucune contestation ne sera admise quant au résultat des opérations.

ART. 10. — Avant le titrage, les lingots feront l'objet d'une estimation provisoire par le service des mines du Gouvernement général afin de permettre le versement d'acomptes.

Après le titrage, la valeur du lingot ou de la somme restant due, si des acomptes ont été versés, sera payée à l'expéditeur sur le vu d'un bulletin de liquidation établi par le service des mines.

Détention de l'or brut

ART. 11. — L'or brut détenu par des particuliers pourra être conservé s'il a déjà été déclaré dans les conditions fixées par la réglementation antérieure ou si, ne l'ayant pas été, il est déclaré dans un délai de deux mois après la publication du présent arrêté. Il pourra être mis en dépôt ou en gage chez un tiers, sous réserve de la déclaration du désaisissement, qui devra être faite au service des mines. Cet or ne pourra être cédé qu'au Gouvernement général, au cas où les détenteurs désireraient s'en défaire, et dans les mêmes conditions qui ont été indiquées ci-dessus à l'article 9 pour la vente de l'or par les commerçants en gros.

ART. 12. — Les titulaires de permis d'exploitation ou de concessions valables pour les substances minérales de 4^e catégorie ainsi que les titulaires de permis de recherches de 4^e catégorie pouvant se prévaloir des dispositions de l'article 46 du décret minier du 23 décembre 1934 sont autorisés à conserver l'or de leur exploitation et à le mettre en dépôt ou en gage, sur déclaration faite au service des mines. En cas de vente, ils ne pourront le céder qu'au Gouvernement général, dans les mêmes conditions que les commerçants en gros.

ART. 13. — Pour les besoins de leur profession, les dentistes, bijoutiers et orfèvres pourront détenir de l'or titré dans la limite d'un kilogramme au maximum. Cet or sera vendu au prix officiel sur la demande qui devra être adressée au Gouvernement

général par l'intermédiaire de l'administration locale. Il leur est interdit de recevoir des particuliers de l'or brut pour être transformé en bijoux.

Les dentistes, bijoutiers ou orfèvres tiendront le compte de l'emploi de l'or utilisé sur un registre spécial où seront inscrites chaque jour les entrées d'or et les quantités employées.

Il leur est interdit de fabriquer des objets en or autres que les appareils de prothèse dentaire et les bijoux autres que les bijoux en filigrane ou des bijoux répondant aux caractéristiques qui auront été fixées par des instructions particulières et qui auront pu, de ce fait, recevoir la marque de garantie du service des mines de l'A. O. F.

ART. 14. — Quiconque trouvera de l'or brut sera tenu de le remettre immédiatement au commandant de cercle ou de la subdivision qui le transmettra au service des mines de l'A. O. F. L'or lui sera payé à sa valeur si le propriétaire ne s'est pas fait connaître dans un délai d'un an.

ART. 15. — En dehors des lieux de production, les orpailleurs ne peuvent détenir une quantité d'or supérieure à dix grammes.

Déclaration et contrôle

ART. 16. — La détention d'or brut par les titulaires de permis de recherche, de permis d'exploitation ou de concessions de substances minérales de 4^e catégorie et par les dentistes, bijoutiers et orfèvres, fera l'objet d'une déclaration mensuelle qui sera adressée au service des mines de la colonie.

ART. 17. — Tout détenteur d'or brut est tenu de se soumettre au contrôle des agents qualifiés de l'administration et de leur présenter les registres spéciaux et les livres de la comptabilité ordinaire.

Les agents de l'administration chargés de l'application des dispositions du présent arrêté sont tenus de garder secrets les renseignements, de quelque nature qu'ils soient, qu'ils auront pu recueillir dans l'exercice de leurs fonctions.

Dispositions diverses

ART. 18. — L'importation et l'exportation des objets ou de bijoux en or sont soumises aux formalités de déclaration en douane. Elles doivent en outre faire l'objet d'une autorisation particulière lorsqu'il s'agit d'objets fabriqués ou de bijoux de production locale excédant le poids unitaire de 50 grammes, le poids global de 50 grammes pour une personne ou de 100 grammes par famille quel que soit le nombre de ses membres.

ART. 19. — Les détails d'application du présent arrêté feront l'objet d'instructions particulières.

Les infractions et les tentatives d'infraction aux dispositions ci-dessus seront sanctionnées par les peines prévues par l'article 4 du décret-loi du 9 septembre 1939 modifié par le décret du 20 janvier 1940.

ART. 20. — Sont abrogés les arrêtés du 11 octobre 1939, du 19 octobre 1939, du 23 avril 1940, du 15 juillet 1940, du 30 avril 1941, du 19 septembre 1941 et du 22 janvier 1942.

ART. 21. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de l'Afrique occidentale française et au *Journal officiel* de chaque colonie.

Dakar, le 6 novembre 1942.

P. BOISSON.

REFERENCE 4100 — FOLIO 8.

Domicile

MODÈLE N° V

A transmettre au chef du bureau des douanes de sortie avec les déclarations de recensement, factures d'achat et toutes autres pièces ou indications concernant l'acquisition ou la détention des bijoux.

Transports

N° 4704 F. — Par arrêté du gouverneur général de l'A. O. F. pris en commission permanente du conseil de Gouvernement en date du :

31 décembre 1942. — Les recettes et les dépenses des services de transports ferroviaires, maritimes, fluviaux, routiers et aériens de l'Afrique occidentale française et du Togo seront groupées au budget des transports de l'Afrique occidentale française, annexe du budget général.

Le présent arrêté est exécutoire à partir du 1^{er} janvier 1943.

Régime des prix

ARRETE N° 4710 s. E. du 31 décembre 1942.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,

COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation du Gouvernement général de l'A. O. F., modifié par les décrets des 4 décembre 1920 et 30 mars 1925;

Vu le décret du 25 juin 1940, portant création du Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu la loi n° 379 du 14 mars 1942, codifiant dans le territoire relevant du secrétariat d'Etat aux colonies : 1^o la réglementation de l'importation, de l'exportation, de la circulation, de la détention, de l'utilisation, de la mise en vente de tous produits, matières, objets et denrées nécessaires aux besoins de ces territoires; 2^o la réglementation des prix;

Vu l'ordonnance n° 35 du 6 décembre 1942 de l'amiral de la flotte, haut-commissaire de France en Afrique française;

La commission permanente du conseil de Gouvernement entendue;

Sous réserve d'approbation dans les conditions des deux derniers alinéas de l'article 1^{er} de l'ordonnance susvisée;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont abrogés et remplacés par le texte qui suit, les articles 1^{er} et 2 de la loi du 14 mars 1942 susvisée :

« Art. 1^{er}. — Dans les territoires de l'Afrique occidentale française et du Togo, le gouverneur général réglemente par arrêtés l'importation, l'exportation, la circulation, la détention, la déclaration, le contrôle des stocks, l'utilisation, la mise en vente, le rationnement de tous produits, matières, objets et denrées nécessaires aux besoins de ces territoires. Ces arrêtés définissent également le mode de publicité et de fixation des prix.

« Le gouverneur général peut déléguer aux gouverneurs ou chefs de territoires placés sous son autorité, tout ou partie des pouvoirs qui lui sont dévolus en vertu du présent article ».

« Art. 2. — Dans ces mêmes territoires, les gouverneurs ou chefs de territoires fixent par arrêtés les prix de vente aux quatre stades de la production, de la vente en gros, de la vente en demi-gros et de la vente au détail, ainsi que le prix des services après avis d'une commission dite commission des prix. Ces arrêtés doivent être approuvés par le gouverneur général ».

ART. 2. — Les gouverneurs des colonies du groupe, l'administrateur de la circonscription de Dakar et dépendances et le commissaire de France au Togo sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera et sera exécutoire immédiatement.

Dakar, le 31 décembre 1942.

P. BOISSON.

Concours**Inspecteur de l'enseignement en A. O. F.**

Par décision n° 184/E. du gouverneur général de l'A. O. F. en date du :

15 janvier 1943. — Six places pour l'emploi d'inspecteur de l'enseignement en A. O. F. seront mises au concours en 1943.

Les épreuves écrites du concours pour l'obtention du certificat d'aptitude à l'inspection de l'enseignement primaire (C.A.I.) auront lieu, au chef-lieu de chacune des colonies du groupe, les mercredi 21 et jeudi 22 avril 1943.

Les gouverneurs sont chargés dans chaque colonie d'organiser la surveillance des épreuves écrites de l'examen conformément aux articles 30 à 37 de l'arrêté du 5 septembre 1930.

Les demandes d'inscription des candidats établies conformément à l'article 28, devront parvenir au Gouvernement général le 26 mars 1943.

Recherches minières

ARRETE N° 344 T. P./D. O. du 26 janvier 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,

COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation du Gouvernement général de l'Afrique occidentale française et les actes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 25 juin 1940, créant un Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu les décrets des 26 octobre 1927 et 28 juillet 1938, portant réglementation minière au Togo et les textes qui les ont modifiés;

Vu le décret du 24 juillet 1942, modifiant l'article 2 du décret du 28 juillet 1938 susvisé;

Vu l'arrêté local n° 412 du 19 septembre 1935, fixant les droits d'institution des permis de recherche minière;

Vu l'arrêté local n° 416 du 27 juillet 1937, réservant au territoire du Togo les droits de recherches minières pour les minerais de chrome;

Vu la décision n° 405 du 3 juin 1942, accordant au Gouvernement général de l'A. O. F. l'autorisation personnelle de recherches minières pour les substances de 3^e catégorie dans le territoire du Togo;

Vu la demande de permis de recherches, en date du 7 octobre 1942, présentée par le chef du service des mines au nom du Gouvernement général de l'A. O. F.;

La commission permanente du conseil de Gouvernement entendue;

Sur la proposition de l'ingénieur général, directeur général des travaux publics;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Au Gouvernement général de l'A. O. F., muni de l'autorisation personnelle de recherches minières n° 6 du 3 juin 1942, valable dans le territoire du Togo pour les substances minérales de 3^e catégorie,

sont accordés sept permis de recherches pour les minerais de chrome, situés au Togo, à l'ouest de la gare de Chra, cercle d'Atakpamé.

ART. 2. — Ces permis seront inscrits sur le registre spécial de la direction des mines sous les n°s 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7. Leur durée est de deux ans, pour compter du 1^{er} octobre 1942.

ART. 3. — La position du permis de recherches n° 1 est définie comme suit : cercle d'Atakpamé, région de Chra, au Togo; carré de 3 kms. de côté, orienté nord-sud et est-ouest vrais.

Désignation du point repère : borne cimentée située à 250 m. au nord du sentier de Chra (route Lomé-Atakpamé) à Aweho (route Atakpamé-Palimé) entre les villages de Kpéglovie et Babavé à 750 m. au nord-ouest du village de Kpéglovie, portant l'inscription en creux : Moliendo — Mission du chrome.

Désignation du centre du permis : point situé 1.500 m. plus à l'ouest et 1.500 m. plus au sud que le point repère.

ART. 4. — La position du permis de recherches n° 2 est définie comme suit : cercle d'Atakpamé, région de Chra, au Togo; carré de 3 kms. de côté, orienté nord-sud et est-ouest vrais.

Désignation du point repère : borne cimentée située à 250 m. au nord du sentier de Chra (route Lomé-Atakpamé) à Aweho (route Atakpamé-Palimé) entre les villages de Kpéglovie et Babavé à 750 m. au nord-ouest du village de Kpéglovie, portant l'inscription en creux : Moliendo — Mission du chrome.

Désignation du centre du permis : point situé 1.500 m. plus à l'ouest et 4.500 m. plus au sud que le point repère.

ART. 5. — La position du permis de recherches n° 3 est définie comme suit : cercle d'Atakpamé, région de Chra, au Togo; carré de 3 kms. de côté, orienté nord-sud et est-ouest vrais.

Désignation du point repère : borne cimentée située à 250 m. au nord du sentier de Chra (route Lomé-Atakpamé) à Aweho (route Atakpamé-Palimé) entre les villages de Kpéglovie et Babavé à 750 m. au nord-ouest du village de Kpéglovie, portant l'inscription en creux : Moliendo — Mission du chrome.

Désignation du centre du permis : point situé 1.500 m. plus à l'ouest et 7.500 m. plus au sud que le point repère.

ART. 6. — La position du permis de recherches n° 4 est définie comme suit : cercle d'Atakpamé, région de Chra au Togo; carré de 3 kms. de côté, orienté nord-sud et est-ouest vrais.

Désignation du point repère : borne cimentée située à 1.500 m. à l'est et 1.500 m. au nord du premier campement européen du mont Ahito, portant l'inscription en creux : Ahito — Mission du chrome.

Désignation du centre du permis : point situé 1.500 m. plus à l'ouest et 1.500 m. plus au nord que le point repère.

ART. 7. — La position du permis de recherches n° 5 est définie comme suit : cercle d'Atakpamé, région de Chra au Togo; carré de 3 kms. de côté, orienté nord-sud et est-ouest vrais.

Désignation du point repère : borne cimentée située à 1.500 m. à l'est et 1.500 m. au nord du premier campement européen du mont Ahito, portant l'inscription en creux : Ahito — Mission du chrome.

Désignation du centre du permis : point situé 1.500 m. plus à l'ouest et 1.500 m. plus au sud que le point repère.

ART. 8. — La position du permis de recherches n° 6 est définie comme suit : cercle d'Atakpamé, région de Chra, au Togo; carré de 3 kms. de côté, orienté nord-sud et est-ouest vrais.

Désignation du point repère : borne cimentée située à 1.500 m. à l'est et 1.500 m. au nord du premier campement européen du mont Ahito, portant l'inscription en creux : Ahito — Mission du chrome.

Désignation du centre du permis : point situé 1.500 m. plus à l'ouest et 4.500 m. plus au sud que le point repère.

ART. 9. — La position du permis de recherches n° 7 est définie comme suit : cercle d'Atakpamé, région de Chra, au Togo; carré de 3 kms. de côté, orienté nord-sud et est-ouest vrais.

Désignation du point repère : borne cimentée située à 100 m. à l'ouest de la piste de Glé (route Lomé-Atakpamé) au mont Djéti, à 1.300 m. au nord du carrefour de cette piste avec celle de Djéti à Ahito, portant l'inscription en creux : Djéti — Mission du chrome.

Désignation du centre du permis : point confondu avec le point repère.

ART. 10. — Le permissionnaire devra employer, chaque année, en travaux de recherches sur le groupe des sept permis, au moins 5.000 journées de travailleurs indigènes.

ART. 11. — Ces permis sont et resteront soumis à toutes les obligations des décrets miniers du 26 octobre 1927 et 28 juillet 1938 et des actes pris, ou qui seraient pris ultérieurement, pour les modifier ou en régler les modalités d'application.

ART. 12. — Le commissaire de France au Togo, l'ingénieur général, directeur général des travaux publics et le directeur des mines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Dakar, le 26 janvier 1943.

P. BOISSON.

Contrôle douanier

ARRETE N° 349 S. E. C./I. du 26 janvier 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
HAUT-COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation du Gouvernement général de l'Afrique occidentale française et les textes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 25 juin 1940, créant un Haut-Commissariat en Afrique française;

Vu la loi n° 259 du 5 février 1942, relative au contrôle douanier des importations et exportations par voie postale;

Vu l'ordonnance n° 35 du 6 décembre 1942 du haut-commissaire de France en Afrique française;

La commission permanente du conseil de Gouvernement entendue;

Sous réserve d'approbation dans les conditions des deux derniers alinéas de l'article 1er de l'ordonnance précitée;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La loi n° 259 du 5 février 1942 relative au contrôle douanier des importations et des exportations par la voie postale est rendue applicable à l'Afrique occidentale française et au Togo.

ART. 2. — Dans toute l'étendue de l'Afrique occidentale française et au Togo les fonctionnaires des douanes peuvent procéder, avec l'assistance des agents des postes, à l'ouverture et à la vérification de tous les envois non clos ainsi que des envois clos revêtus de l'étiquette « douane » prévue par la convention postale universelle, d'origine intérieure ou extérieure. Ils peuvent, en outre, requérir l'ouverture par le service des postes, en présence de l'expéditeur ou du destinataire, selon le cas, ou sur son autorisation, des envois clos non revêtus de cette étiquette, lesquels seront ensuite soumis à leur contrôle.

Les fonctionnaires des douanes ne pourront en aucun cas, prendre connaissance de la teneur des correspondances.

ART. 3. — Le présent arrêté qui est rendu immédiatement applicable sera publié aux *Journaux officiels* de l'Afrique occidentale française et du Togo.

Dakar, le 26 janvier 1943.

P. BOISSON.

Situation du personnel civil mobilisé

ARRETE N° 376 P. du 30 janvier 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,

COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le Gouvernement général de l'Afrique occidentale française, ensemble tous textes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 1^{er} septembre 1939, réglant la situation des personnels des administrations, services et établissements publics en cas de mobilisation générale ensemble tous actes modificatifs ultérieurs et les circulaires ministérielles qui ont interprété ces textes;

Vu l'ordonnance n° 35 du 6 décembre 1942 du haut-commissaire en Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La situation du personnel civil des administrations, services, établissements publics et collectivités secondaires servant en Afrique occidentale française ou au Togo et mobilisé sera réglée jusqu'à nouvel ordre, nonobstant les dispositions du décret du 1^{er} septembre 1939 et des actes modificatifs subséquents, par le présent arrêté qui entrera en vigueur pour compter du 1^{er} janvier 1943.

ART. 2. — Les fonctionnaires et agents appartenant aux cadres organisés, ainsi que les agents contractuels et les auxiliaires occupant un emploi permanent à l'exclusion des auxiliaires à solde journalière ou mensuelle engagés suivant les usages du commerce ou de l'industrie percevront, pendant le temps où ils serviront sous les drapeaux, qu'ils aient été rappelés ou qu'ils aient contracté un engagement, une indemnité différentielle dans le cas où la solde militaire attachée à leur grade augmentée de ses accessoires est inférieure au traitement civil dont les intéressés bénéficieraient dans leur administration, à la condition toutefois qu'ils aient satisfait aux obligations des lois sur le recrutement et sur l'inscription maritime en ce qui concerne le temps de service légal.

ART. 3. — Sont dispensés de cette condition ceux qui ont accompli le stage réglementaire prévu dans les chantiers de jeunesse de même que les prisonniers évadés.

Ceux qui, après avoir été exemptés ou réformés et ceux qui, n'ayant pu accomplir leur service militaire pour des raisons de force majeure seraient appelés sous les drapeaux ne pourront prétendre à l'indemnité différentielle que si la classe à laquelle ils appartiennent a terminé le temps légal de service actif; dans le cas contraire ils en bénéficieront à la même date que l'ensemble des agents appartenant à la même classe.

ART. 4. — L'indemnité différentielle est égale à la différence entre la solde effective dont le fonctionnaire ou l'agent bénéficierait dans son emploi civil et le montant de la solde militaire (comprenant la solde mensuelle proprement dite augmentée du supplément provisoire de traitement).

Elle est majorée du supplément colonial dans les mêmes conditions que la solde effective.

Les bénéficiaires de l'indemnité différentielle pourront en outre le cas échéant, recevoir :

Les majorations de traitement et allocations diverses attribuées pour tenir compte des charges d'entretien d'une famille.

L'indemnité de zone calculée d'après le taux applicable à la localité où ils exerçaient leurs fonctions au moment de leur appel sous les drapeaux, dans la mesure où cette indemnité excéderait le montant de l'indemnité pour charges militaires.

En ce qui concerne les contractuels et les auxiliaires, le salaire à prendre pour base pour la détermination de l'indemnité différentielle est égal aux 10/17^e de la rémunération mensuelle globale ou du salaire mensuel indiqué dans le contrat ou la décision d'engagement.

ART. 5. — En dehors des délégations qu'ils peuvent consentir sur leur solde militaire, conformément aux règlements en vigueur, les fonctionnaires ou agents qui perçoivent l'indemnité différentielle peuvent donner à quiconque délégation pour toucher tout ou partie des émoluments civils définis à l'article 4 ci-dessus.

ART. 6. — Les fonctionnaires et agents des cadres ainsi que les contractuels et auxiliaires exclus du bénéfice de l'indemnité différentielle, pourront obtenir, s'ils sont mariés ou s'ils ont des enfants et si leur solde militaire ne leur permet pas de subvenir aux besoins de leur famille, une allocation dont le montant sera fixé par décision du gouverneur général.

Dakar, le 30 janvier 1943.

P. BOISSON.

Personnel des cadres spéciaux de l'A. O. F.

N° 377 P. — Par arrêté du gouverneur général de l'A. O. F. en date du :

30 janvier 1943. — Les dispositions antérieures donnant délégation aux chefs de colonie et aux chefs de territoire pour l'administration des agents des cadres spéciaux sont abrogées et remplacées par les suivantes :

« Les gouverneurs des colonies du groupe, l'administrateur de la circonscription de Dakar et dépendances et le commissaire de France au Togo ont délégation pour l'administration des agents appartenant aux cadres spéciaux de l'A. O. F. dans les conditions prévues par l'arrêté n° 1495 du 5 juin 1937, sauf en ce qui concerne les avancements en grade et en classe qui seront accordés par le gouverneur général ».

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1^{er} janvier 1943.

Prix des produits agricoles

Coton

ARRETE N° 400 S. E./P. du 1^{er} février 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,

COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation du Gouvernement général de l'A. O. F. et les actes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 25 juin 1940, créant le Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu la loi du 14 mars 1942, complétant, modifiant et codifiant le régime des prix dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont fixés comme suit les prix nu-basculé, loco-magasin et F. O. B. à la tonne et en francs des produits de la campagne 1942-43 ci-dessous dénommés.

PRODUITS	VALEUR NU-BASCULE ou sur bascule	VALEUR loco-magasin	VALEUR F. O. B.
----------	--	------------------------	--------------------

*Cotons égrenés du Togo — Exportation en balles
pressées, emballées et cerclées
Port d'embarquement Lomé*

a) Variété Budi amélioré .	18.381	19.889	24.104
b) Variété Sea Island et Rognon amélioré	17.125	18.597	22.594
c) Variété Sea Island ordinaire ou indigène	15.556	16.900	20.545
d) Variété Djougou ordinaire ou indigène	16.681	18.058	21.900

ART. 2. — Les prix loco-magasin et F. O. B. ci-dessus s'entendent sur la base des taxes et droits divers perçus à la colonie à la date du présent arrêté. Toute augmentation ou diminution de ces taxes ou droits entraînera automatiquement la variation en plus ou en moins des valeurs loco-magasin et F. O. B. inscrites à l'article premier de façon que les valeurs nu-basculé ne soient en aucun cas modifiées.

ART. 3. — Les gouverneurs du Sénégal, du Soudan, de la Côte d'Ivoire, du Dahomey et le chef du territoire du Togo sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 1^{er} février 1943.

*Pour le gouverneur général absent,
le gouverneur des colonies, secrétaire général p. i.,
du Gouvernement général, chargé
de l'expédition des affaires courantes et urgentes,
CHAPOULIE.*

Karité — Coprah — Huile de palme — Palmistes

ARRETE N° 402 S. E./P. du 1^{er} février 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
COMMANDEUR DE LA LÉION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation du Gouvernement général de l'Afrique occidentale française et les actes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 25 juin 1940, créant un Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu la loi du 14 mars 1942, complétant, modifiant et codifiant le régime des prix dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont fixés comme suit les prix nu-basculé, loco-magasin et F. O. B., à la tonne, des produits de la campagne 1942-43 ci-dessous dénommés.

PRODUITS	PRIX nu-basculé	PRIX loco-magasin	PRIX F. O. B.
<i>1) — Amandes de karité — (Exportation en vrac)</i>			
c) — Togo — Lomé	2.200	2.735	3.360
<i>2) — Beurre de karité fondu — (Exportation en fûts à rendre)</i>			
c) — Togo — Lomé	5.250	6.576	7.984
<i>3) — Coprah — (Exportation en vrac)</i>			
c) — Togo — Lomé	3.550	4.177	5.091
<i>4) — Huile de palme — (Exportation en vrac)</i>			
c) — Togo — Lomé	3.600	4.229	5.336
<i>5) — Huile de palme — (Exportation en fûts à rendre)</i>			
c) — Togo — Lomé	3.600	4.557	5.668
<i>6) — Palmistes — (Exportation en vrac)</i>			
d) — Togo — Lomé	1.800	2.180	2.784

ART. 2. — Les prix loco-magasin et F. O. B. ci-dessus s'entendent sur la base des taxes et droits divers perçus à la colonie à la date du présent arrêté. Toute augmentation ou diminution de ces taxes ou droits entraînera automatiquement la variation en plus ou en moins des valeurs loco-magasin et F. O. B. inscrites à l'article 1^{er} de façon que les valeurs nu-basculé ne soient en aucun cas modifiées.

ART. 3. — Les gouverneurs du Sénégal, du Soudan, de la Guinée française, de la Côte d'Ivoire, du Dahomey et le chef du territoire du Togo sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 1^{er} février 1943.

*Pour le gouverneur général absent,
le gouverneur des colonies, secrétaire général p. i.,
du Gouvernement général, chargé
de l'expédition des affaires courantes et urgentes,
CHAPOULIE.*

Café

ARRETE N° 428 S. E./P. du 3 février 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
COMMANDEUR DE LA LÉION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation du Gouvernement général de l'Afrique occidentale française, et les actes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 25 juin 1940, créant un Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu la loi du 14 mars 1942, complétant, modifiant et codifiant le régime des prix dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont fixés comme suit les prix nu-basculé loco-magasin et F. O. B., à la tonne, des produits de la campagne 1942-43, ci-dessous dénommés :

PRODUITS	PRIX nu-basculé	PRIX loco-magasin	PRIX F. O. B.

III) — Cafés du Togo — Exportation en vrac
Port d'embarquement — Lomé

<i>1) — Variété Robusta</i>			
<i>Kouilou — Petit-indénié</i>			
a) Qualité courante . . .	11.328	12.749	16.317
b) Qualité supérieure . . .	12.528	14.079	17.719
c) Qualité limite ou secon- daire	9.528	10.777	14.255
<i>2) Variété Arabica</i>			
a) Qualité courante . . .	14.676	16.485	20.274
b) Qualité supérieure . . .	16.231	18.196	22.068
c) Qualité choix	18.231	20.498	24.539
d) Qualité limite ou secon- daire	12.876	14.422	18.051

ART. 2. — Les prix loco-magasin et F. O. B. ci-dessus s'entendent sur la base des taxes et droits divers perçus à la colonie à la date du présent arrêté, sauf en ce qui concerne les droits de wharf perçus en Côte d'Ivoire, au Togo et au Dahomey qui sont ceux perçus à la date du 1^{er} mars 1943. Toute augmentation ou diminution de ces taxes ou droits entraînera automatiquement la variation en plus ou en moins des valeurs loco-magasin et F. O. B. inscrites à l'article 1^{er} de façon que les valeurs nu-basculé ne soient en aucun cas modifiées.

ART. 3. — Les gouverneurs de la Guinée française, de la Côte d'Ivoire, du Dahomey et le chef du territoire du Togo, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 3 février 1943.

Pour le gouverneur général absent,
le gouverneur des colonies, secrétaire général p. i.
du Gouvernement général, chargé
de l'expédition des affaires courantes et urgentes,
CHAPOULIE.

Mobilisation en A. O. F. et au Togo

MODIFICATIF n° 1 à l'arrêté n° 191/c. M. 3 du 15 janvier 1943.

1^{re} — Dans la liste des textes cités en référence, ajouter :

« Vu le décret du 20 mai 1940, portant statut des affectés spéciaux et l'instruction interministérielle d'application du 21 mai 1940;

Vu l'instruction n° 249/Cab. sur les appels différés du 14 janvier 1943 du général d'armée, haut-commissaire, commandant en chef les forces de terre, de mer et de l'air en Afrique française ».

2^o — Dans tout le texte, dans les tableaux et modèles annexés remplacer les appellations « affectation spéciale » ou « affecté spécial » par : « appel différé ».

3^o — ART. 2. — Ajouter le 3^e alinéa suivant :
« Toutefois, les officiers de réserve et aspirants de réserve pourront faire l'objet de rappels individuels ».

4^o — ART. 4. — Au lieu de : « . . . peuvent recevoir des affectations spéciales. . . »,

Lire : « . . . peuvent être placés en appel différé. . . ».

5^o — ART. 5. — Au lieu de : « Avant de faire appel à l'affectation spéciale. . . »,

Lire : Avant de recourir à l'appel différé. . . ».

6^o — ART. 15. — Au lieu de : « Lorsqu'une commission régionale estime que tel ou tel affecté spécial. . . »,

Lire : « Lorsqu'une commission régionale estime que tel ou tel réserviste placé en appel différé. . . ».

7^o — Ajouter un article 17 bis ainsi libellé :

« Art. 17 bis. — Les règles générales prévues pour les fraudes en matière d'affectation spéciale (instruction interministérielle du 21 mai 1940) s'appliquent automatiquement en matière d'appel différé. Les commissions de contrôle centrale et régionales proposent éventuellement les sanctions pouvant résulter du contrôle qu'elles exercent ».

ACTES DU POUVOIR LOCAL

C. F. T.

Ouverture et annulation de crédits

ARRETE N° 549 C. F. T. du 29 septembre 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté n° 433 c. du 9 août 1942 promulguant au Togo le décret n° 1745 du 8 juin 1942 portant approbation du budget de l'exploitation du chemin de fer et du wharf, exercice 1942;

Sous réserve d'approbation du gouverneur général de l'A. O. F.;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont ouverts et annulés au budget de l'exploitation du chemin de fer et du

wharf du Togo, annexe du budget local, exercice 1942, les crédits ci-après :

SECTION PREMIERE
Dépenses de l'Exploitation

	CRÉDITS	
	OUVERTS	ANNULÉS
Chapitre Premier		
Personnel du Réseau		
ART. 1^{er}. — Services Généraux		
§ 1. — Personnel européen . . .	20.000	—
§ 2. — Personnel indigène . . .	20.000	—
ART. 2. — Exploitation		
§ 1. — Personnel européen . . .	12.000	—
§ 2. — Personnel indigène . . .	245.000	—
ART. 3. — Voie et Bâtiments		
§ 1. — Personnel européen . . .	15.000	—
§ 2. — Personnel indigène . . .	50.000	—
ART. 4. — Matériel & Traction		
§ 1. — Personnel européen . . .	20.000	—
§ 2. — Personnel indigène . . .	128.000	—
ART. 5. — Transports & Déplacements		
§ 1. — Indemnité de déplacement	5.000	—
ART. 6. — Dépenses des exercices clos		
§ UNIQUE. — Dépenses des exercices clos	80.000	—
TOTAL du Chapitre I^{er} . . .	595.000	—
Chapitre II		
Personnel auxiliaire & Main-d'œuvre du Réseau		
ART. 1^{er}. — Services Généraux		
§ 1. — Salaires et indemnités . . .	35.000	—
ART. 2. — Exploitation		
§ 1. — Salaires et indemnités . . .	155.000	—
ART. 3. — Voie et Bâtiments		
§ 1. — Salaires et indemnités . . .	275.000	—
ART. 4. — Matériel et Traction		
§ 1. — Salaires et indemnités . . .	105.000	—
TOTAL du Chapitre II . . .	570.000	—
Chapitre VI		
ART. 1^{er}. — Personnel du Wharf		
§ 1. — Personnel européen . . .	3.000	—
§ 2. — Personnel indigène . . .	32.000	—
TOTAL du Chapitre VI . . .	35.000	—

Chapitre VII
Personnel auxiliaire du Wharf et Phare

ART. 1^{er}. — Personnel
§ 1. — Salaires et indemnités . . .
TOTAL du Chapitre VII . . .

Chapitre XI
Dépenses Communes

ART. 1^{er}. — Dépenses Communes
§ 6. — Versement au Fonds de Renouvellement . . .
TOTAL du Chapitre XI . . .

RECAPITULATION

	OUVERTS	ANNULÉS
Ch. I. — Personnel du Réseau	595.000	—
Ch. II — Personnel auxiliaire et main-d'œuvre Réseau	570.000	—
Ch. VI — Personnel du Wharf	35.000	—
Ch. VII — Personnel auxiliaire du Wharf et Phare	100.000	—
Ch. XI — Dépenses communes	—	1.300.000
	1.300.000	1.300.000

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 29 septembre 1942.

P. SALICETI.

Approuvé par arrêté général n° 292 F. I. B. du 30 janvier 1943 du gouverneur général de l'A. O. F.

Compte définitif

ARRETE N° 630 C. F. T. du 3 novembre 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et plus spécialement l'article 267;

Vu l'arrêté interministériel du 2 juillet 1923 instituant un fonds de roulement, un fonds de renouvellement et un fonds de réserve spécial du service des voies de pénétration et du wharf du Togo;

Vu l'arrêté n° 198 du 10 septembre 1923 réglementant le fonds de réserve du service des voies de pénétration et du wharf du Togo;

Vu l'arrêté n° 199 du 10 septembre 1923 réglementant le fonctionnement du fonds de roulement du service des voies de pénétration et du wharf du Togo — modifié par l'arrêté n° 229 du 29 avril 1931 et par l'arrêté n° 262 du 24 mai 1932;

Vu le décret du 15 juillet 1941 approuvant le budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf du Togo, pour l'exercice 1941;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation du gouverneur général de l'A. O. F.;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les résultats définitifs du budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf, exercice 1941, sont fixés en recettes et en dépenses, ainsi qu'il suit :

Recettes : Douze millions huit cent quatre-vingt-trois mille quatre cent quatre-vingt-seize francs soixante centimes (12.883.496,60).

Dépenses : Dix millions deux cent trente huit mille soixante-seize francs quatre-vingt-dix centimes (10.238.076,90).

Excédent de recettes : Deux millions six cent quarante cinq mille quatre cent dix-neuf francs soixante-dix centimes (2.645.419,70).

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 3 novembre 1942.

P. SALICETI.

Approuvé par arrêté général n° 4688 F. I./B. en date du 31 décembre 1942 du gouverneur général de l'A. O. F.

Véhicules automobiles

ARRETE N° 56 T. P. du 26 janvier 1943.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 330 du 10 juin 1938 réglant les moyens de transport administratif du Togo;

Vu l'arrêté n° 637 du 19 novembre 1941 fixant les conditions dans lesquelles les garages administratifs peuvent mettre des véhicules à la disposition des S. I. P.;

Vu l'arrêté n° 307 du 29 mai 1942 modifiant pour compter du 1^{er} juin 1942 le montant de la prime forfaitaire kilométrique fixée par l'article 2 de l'arrêté 637 du 19 novembre 1942;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — A compter du 1^{er} janvier 1943 le prix des transports effectués par les véhicules administratifs à gazogène ou à alcool pour le compte des divers services administratifs et S. I. P., est fixé à :

4 frs., 25 le kilomètre pour les voitures et camionnettes et à :

6 frs., 65 pour les camions à partir de 2 tonnes de charge utile; toutes dépenses de fonctionnement (chauffeur, carburant, etc.) étant à la charge du service local.

Le prix s'applique aux kilomètres effectivement parcourus depuis le départ du garage jusqu'au retour au même point.

ART. 2. — Les dispositions de l'article 1^{er} ne s'appliquent qu'aux services administratifs du chef-lieu, cercle de Lomé-Tsévié et aux S. I. P.

ART. 3. — Les transports des cercles de l'intérieur restent soumis aux dispositions antérieures c'est-à-dire : les services utilisateurs supportent les dépenses de fonctionnement sur les crédits mis à leur disposition à cet effet, à l'exclusion de prime kilométrique.

ART. 4. — Les dispositions des arrêtés n° 637 du 19 novembre 1941 et n° 307 du 29 mai 1942 sont annulées.

ART. 5. — Le chef du service des travaux publics et le chef du bureau des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 26 janvier 1943.

P. SALICETI.

Préposés des douanes

Concours

ARRETE N° 57 P. du 28 janvier 1943.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 161 du 24 mars 1934 réglant à nouveau le statut du personnel civil des cadres locaux indigènes du Togo à l'exception du personnel des travaux publics, de la T. S. F. et du chemin de fer et les textes subséquents l'ayant modifié ou complété, notamment l'arrêté n° 305 du 1^{er} juin 1938 portant modifications aux conditions de recrutement et de permissions du personnel des cadres locaux indigènes du Togo;

Vu l'arrêté n° 271 du 1^{er} juin 1937 fixant les modalités du concours pour l'emploi de préposé du cadre local des douanes du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 1^{er}, 2 (dernier paragraphe) et 5 de l'arrêté du 1^{er} juin 1937 sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 1^{er} (nouveau). — Les épreuves du concours d'admission à l'emploi de préposé des douanes du cadre local du Togo sont subies à Lomé dans les bureaux du chef du service des douanes sous la surveillance d'une commission composée ainsi qu'il suit :

Le chef du service des douanes	} <i>Président</i>
Le chef du bureau du personnel,	
Le chef de la brigade des douanes de Lomé,	
Un commis ou préposé du cadre local indigène des douanes.	

« Art. 2, dernier paragraphe (nouveau). — Les sujets des épreuves sont choisis à raison de trois questions par matière par le chef du service des douanes et enfermés dans une enveloppe cachetée qui porte la mention des épreuves. Ce pli est adressé au commissaire de France huit jours avant la date fixée pour le concours.

Les sujets des épreuves sont arrêtés par le commissaire de France.

Les épreuves sont placées sous enveloppes scellées à raison d'une enveloppe par séance. Tous les plis sont adressés sous une seconde enveloppe cachetée au président de la commission prévue à l'article 1^{er} ci-dessus la veille du concours.

« Au début de chaque séance, le président de la commission de surveillance, en présence des candidats et des membres de la commission qui constatent l'intégrité des cachets, ouvre l'enveloppe renfermant

les matières destinées à être traitées. Ces matières sont toutes indiquées dès le commencement de la séance.

« Art. 5 (nouveau). — Les épreuves sont corrigées dans les bureaux du chef du service des douanes par la commission prévue à l'article 1^{er} du présent arrêté ».

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 28 janvier 1943.

P. SALICETI.

Examen professionnel

ARRETE N° 62 P. du 29 janvier 1943.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 681 du 28 octobre 1933 réorganisant le cadre des gardes-frontières du Togo et les textes subséquents l'ayant modifié ou complété;

Vu l'arrêté n° 161 du 24 mars 1934 réglant à nouveau le statut du personnel civil des cadres locaux indigènes du Togo, à l'exception du personnel des travaux publics, de la T. S. F. et du chemin de fer, et les textes subséquents l'ayant modifié ou complété;

Vu l'arrêté n° 409 du 12 septembre 1935 fixant les modalités de l'examen pour l'admission des gardes-frontières dans le cadre des préposés des douanes;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les épreuves de l'examen professionnel prévu à l'article 16 de l'arrêté du 28 octobre 1933 susvisé sont subies à Lomé dans les bureaux du chef du service des douanes sous la surveillance d'une commission composée ainsi qu'il suit :

Le chef du service des douanes	Président.
Le chef du bureau du personnel,	} Membres.
Le chef de la brigade des douanes de Lomé,	
Un commis ou préposé du cadre local indigène des douanes.	

ART. 2. — Les épreuves comprennent :

1° — Une rédaction d'un rapport sur un fait de service;

2° — Trois questions portant sur les grandes lignes du régime douanier, de l'organisation et du fonctionnement du service des douanes du Togo;

3° — Arithmétique :

a) Quatre opérations : addition, soustraction, multiplication et division;

b) Un problème d'arithmétique élémentaire.

ART. 3. — Les sujets des épreuves sont choisis à raison de trois questions par matière par le chef du service des douanes et enfermés dans une enveloppe cachetée qui porte la mention des épreuves. Ce pli est adressé au commissaire de France huit jours avant la date fixée pour l'examen.

Les sujets des épreuves sont arrêtés par le commissaire de France.

Les épreuves sont placées sous enveloppes scellées à raison d'une enveloppe par séance. Tous les plis sont adressés sous une seconde enveloppe cachetée au président de la commission prévue à l'article 1^{er} ci-dessus la veille de l'examen.

Au début de chaque séance, le président de la commission de surveillance, en présence des candidats et des membres de la commission qui constatent l'intégrité des cachets, ouvre l'enveloppe renfermant les matières destinées à être traitées. Ces matières sont toutes indiquées dès le commencement de la séance.

ART. 4. — L'examen a lieu en deux séances :

1^{re} séance :

1° — Rédaction du rapport, durée : 2 heures;

2° — Arithmétique, durée : 1 heure 30.

2^e séance :

Questions de service, durée : 3 heures.

ART. 5. — L'emploi d'un dictionnaire ou de tout autre livre est absolument interdit pendant la séance. Il en est de même des communications des candidats entre eux. L'inobservation de ces prescriptions ou toute autre fraude entraîne l'exclusion de l'examen. Les compositions inachevées ou le défaut de remise d'une composition ne constituent pas une cause d'élimination.

ART. 6. — Il est attribué à chacune des épreuves une valeur numérique variant de 0 à 20 et dont la signification est la suivante :

0	= Nul.
1, 2	= Très mal.
3, 4, 5	= Mal.
6, 7, 8, 9	= Médiocre.
10, 11	= Passable.
12, 13, 14	= Assez bien.
15, 16, 17	= Bien.
18, 19	= Très bien.
20	= Parfait.

La valeur relative des notes est déterminée par les coefficients suivants :

Rapport sur un fait de service	2
Questions de service	3
Arithmétique	1
	<hr/> 6

ART. 7. — Tout candidat dont la note moyenne est inférieure à 9 est éliminé.

ART. 8. — Les épreuves sont corrigées dans les bureaux du chef du service des douanes par la commission prévue à l'article premier du présent arrêté.

ART. 9. — A la fin de l'examen, la commission dresse procès-verbal de ses opérations et fait parvenir au commissaire de France le dossier complet de l'examen accompagné de ses propositions tenant compte de la tenue, de la conduite et de la capacité professionnelle de chaque candidat.

La nomination des gardes-frontières reçus à l'examen, au grade de préposé de 8^e classe, est faite par le commissaire de France dans la limite des places mises au concours.

ART. 10. — Le présent arrêté qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment l'arrêté n° 409 du 12 septembre 1935, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 29 janvier 1943.

P. SALICETI.

Commune-mixte de Lomé

N° 66 F. — Par arrêté du commissaire de France au Togo pris en conseil d'administration le :

29 janvier 1943. — Est arrêté le budget primitif de la commune-mixte de Lomé pour l'exercice 1943 en recettes et en dépenses à la somme de : Huit cent quatre vingt neuf mille neuf cent quinze francs (889.915 francs).

Produits et denrées de première nécessité

ARRETE N° 68 A. E. du 30 janvier 1943.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre;

Vu la loi du 14 mars 1942 codifiant le régime des prix dans les territoires dépendant du secrétariat d'Etat aux colonies;

Vu l'arrêté général n° 2416 S. E. C./5 du 13 juillet 1942 portant délégation de pouvoirs aux gouverneurs et chefs de territoire en matière de prix et stocks;

Vu l'arrêté n° 663 A. E. du 26 novembre 1942 fixant les modalités de vente de certaines marchandises d'importation au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La vente des denrées ci-après désignées pendant le mois de février 1943 est subordonnée à la remise par l'acheteur d'un ticket détaché du feuillet « denrées diverses ».

Le ticket S donnera droit à 1 litre d'huile comestible.

Le ticket T donnera droit à 1 kilo de sucre.

Le ticket U donnera droit à 1 kg. 500 de savon.

Le ticket V donnera droit à 4 boîtes $\frac{1}{4}$ club conserves de poisson.

Le ticket W donnera droit à 100 grammes conserves de tomate.

Le ticket X donnera droit à 1 paquet allumettes.

Le ticket Y donnera droit à 50 centilitres de vinai-gre.

Le ticket Z donnera droit à 500 grammes de pâtes alimentaires.

L'avant dernier ticket, numéroté « 1 » par les soins du détenteur, donnera droit à 4 boîtes de 500 grammes de conserves de légumes.

Le dernier ticket, numéroté « 2 » dans les mêmes conditions, donnera droit à 5 lames de rasoir.

ART. 2. — Le présent arrêté sera publié par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 30 janvier 1943.

P. SALICETI.

Station de repos d'Alédjo

ARRETE N° 70 F. du 31 janvier 1943.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 2 mars 1910 sur la solde et actes subséquents;

Vu le décret du 4 août 1942 sur les stations climatiques coloniales;

Vu l'arrêté n° 599 F. du 23 octobre 1942 portant règlement du régime des déplacements du personnel européen et assimilé au Togo;

Vu l'avis du chef du service de santé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé, pendant la durée des hostilités, à Alédjo (cercle de Sokodé) une station de repos, qui sera ouverte, chaque année, du 1^{er} février au 31 mai et du 15 octobre au 31 décembre.

Cette station est exclusivement réservée aux européens qui ont leur domicile ou leur résidence fixe au Togo.

CONDITIONS D'ADMISSIONS

ART. 2. — Cette station est destinée à recevoir :

1^o — les fonctionnaires d'origine européenne, civils et militaires et les membres de leurs familles, fatigués par un séjour colonial d'une durée égale ou supérieure à la durée réglementaire;

2^o — les fonctionnaires qui, à leur sortie de l'hôpital, ne sont pas en état de reprendre immédiatement leur service;

3^o — les particuliers d'origine européenne, ainsi que leurs familles, affaiblis par un séjour colonial de plus de deux ans, ou convalescents.

Les malades subissant un traitement ou les convalescents de maladies contagieuses ne peuvent, en aucune façon, être admis.

ART. 3. — Le nombre de places réservé aux personnes visées ci-dessus est fixé comme suit :

40% pour les fonctionnaires civils et leurs familles;

35% pour les militaires européens et leurs familles;

25% pour les particuliers européens.

Cette proportion n'est appliquée qu'en cas de demandes d'admission supérieures à la capacité d'hébergement.

Le chef du territoire reste juge d'accorder les places disponibles à l'une ou l'autre des catégories, d'après les cas d'urgence signalés par le service local de santé et de manière à assurer à l'établissement le meilleur rendement.

ART. 4. — Pour les fonctionnaires civils et les militaires, l'admission, dans tous les cas, ne sera autorisée qu'après consultation du conseil de santé, sur la proposition du médecin traitant.

D'après l'avis du chef du service de santé, le commissaire de France fixera l'ordre de priorité et examinera la possibilité d'accorder des prolongations de séjour.

Pour les particuliers, l'admission et la durée du séjour seront prononcées par le chef du territoire, après avis du chef de service de santé, sur présentation du médecin traitant.

ART. 5. — Pour tenir compte du transport aller et retour la durée du séjour à Alédjo est fixée en principe à 23 jours.

FONCTIONNEMENT

ART. 6. — La station d'Alédjo est gérée par la société de prévoyance de Sokodé, suivant un règlement approuvé par le commissaire de France.

Elle relève de l'autorité du chef du territoire pour ce qui concerne la répartition des personnes à admettre, ainsi qu'il est prévu à l'article 3 ci-dessus, les conditions particulières d'admission et de séjour, ainsi que le contrôle administratif et médical.

FRAIS DE SÉJOUR

ART. 7. — Les frais de séjour à la station d'Alédjo sont fixés par décision du commissaire de France et sont versés à la société de prévoyance de Sokodé.

Pour les fonctionnaires civils, ils sont pour une moitié à la charge du budget employeur et pour l'autre moitié à la charge des intéressés.

Les remboursements à la charge des budgets sont effectués trimestriellement sur présentation des pièces justificatives établies par la société de prévoyance de Sokodé.

Les frais de séjour ne constituent que des frais d'occupation, les frais divers, notamment ceux de nourriture, restant à la charge des intéressés.

Les particuliers supportent la totalité des frais inhérents à leur séjour et décomptés suivant un tarif journalier.

Toute journée commencée est due.

Il est précisé que les frais de séjour sont dus pour toute la période accordée aux bénéficiaires d'autorisations d'admission, même si les intéressés n'accomplissent pas la totalité du séjour qui leur a été fixé.

ART. 8. — Pendant leur séjour à Alédjo, les fonctionnaires rétribués par le budget local continuent de percevoir la solde et les accessoires de solde de leur lieu de résidence de service.

Ces fonctionnaires, ainsi que les membres de leurs familles ont droit aux frais de transport gratuit afférent à leur catégorie, pour le trajet aller et retour.

Le règlement des frais de séjour, le régime de la solde, ainsi que des frais de transport, des fonctionnaires civils et des militaires, *non rétribués* sur les fonds du budget local, sera fixé par les soins de l'administration d'origine des intéressés.

ART. 9. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 31 janvier 1943.

P. SALICETI.

Interdiction de séjour

ARRETE N° 80 A. P. A. du 5 février 1943.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté général n° 1942 D. S. du 1^{er} juin 1942 pour l'application du décret du 29 décembre 1941 réformant le régime de l'interdiction de séjour en A. O. F.;

Vu le décret du 24 novembre 1942 étendant au Togo les dispositions du décret du 29 décembre 1941 réformant le régime de l'interdiction de séjour en A. O. F.;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont étendues au territoire du Togo, les dispositions de l'arrêté général n° 1942 D. S. du 1^{er} juin 1942 pour l'application du décret du 29 décembre 1941 réformant le régime de l'interdiction de séjour en A. O. F.

ART. 2. — Les dispositions de l'arrêté général du 1^{er} juin 1942 entreront en vigueur à dater du 1^{er} mars 1943.

ART. 3. — Les commandants de cercle et de subdivision et le chef du service de la sûreté, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 5 février 1943.

P. SALICETI.

Personnel européen des C. F. T.

ARRETE N° 81 P. du 8 février 1943.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 544 du 2 octobre 1933 fixant les conditions générales de recrutement, stage, avancement, discipline du personnel des cadres locaux européens du territoire du Togo et les textes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté n° 611 du 12 octobre 1933 fixant la hiérarchie, la solde, le classement et les conditions spéciales de recrutement du personnel du cadre local européen des chemins de fer et du wharf du territoire du Togo, ensemble les arrêtés des 24 janvier 1934 et 7 septembre 1937 le modifiant;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le paragraphe 2 de l'article 9 et le paragraphe 2 de l'article 10 de l'arrêté n° 611 du 12 octobre 1933 susvisé sont modifiés ainsi qu'il suit :

Art. 9. — § 2 nouveau. — Le reste des emplois vacants est réservé aux chefs comptables du cadre des travaux publics et comptables principaux du cadre des chemins de fer et du wharf, ayant deux ans d'ancienneté dans la 2^e classe et proposés pour ce grade par la commission de classement du personnel, après avoir satisfait aux épreuves d'un examen dont les modalités et le programme sont fixés par arrêté du commissaire de France.

Art. 10. — § 2 nouveau. — Le reste des emplois vacants est réservé aux dessinateurs principaux, contrôleurs principaux, chefs de district principaux, chefs de gare, chefs-ouvriers d'art, chefs mécaniciens du cadre des chemins de fer et du wharf, chefs dessinateurs, chefs surveillants, chefs ouvriers d'art du cadre des travaux publics, ayant un an d'ancienneté dans la 3^e classe et proposés pour ce grade par la commission de classement du personnel, après avoir satisfait aux épreuves d'un examen dont les modalités et le programme sont fixés par arrêté du commissaire de France.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 8 février 1943.

P. SALICETI.

Campagne agricole

N° 87 AGRO. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

8 février 1943. — Est approuvé le plan de campagne agricole pour 1943 dont les dispositions reçoivent force exécutoire.

Service des contributions directes

ARRETE N° 90 C. D. du 10 février 1943.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 25 juin 1940 créant un Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté n° 22 C. D. du 9 janvier 1943 organisant le service des contributions directes;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 1, 2, 3 de l'arrêté n° 22 C. D. du 9 janvier 1943 susvisé sont modifiés comme suit :

« **ARTICLE PREMIER.** — Il est créé au Togo, un service local des contributions directes. Ce service qui a son siège à Lomé, fait partie des services et bureaux du Gouvernement. Il est chargé sous l'autorité du commissaire de France et sous le contrôle technique du directeur des contributions directes de l'A. O. F. ».
(Le reste sans changement).

« **ART. 2.** — Le personnel du service des contributions directes du Togo, est fixé comme suit :

Un chef de service, choisi de préférence parmi les fonctionnaires du cadre métropolitain des contributions directes, ayant le grade d'inspecteur, mis à la disposition du commissaire de France au Togo ».

« De contrôleurs détachés du service général des contributions directes de l'A. O. F. ».

« Un personnel comprenant des commis dactylographes et un planton. ».

« **ART. 3.** — A défaut du personnel qualifié du service des contributions directes, le commissaire de

France peut désigner en remplacement des fonctionnaires de l'administration locale ».

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 10 février 1943.

P. SALICETI.

Compte définitif

ADDITIF à l'arrêté n° 479/F. du 1^{er} septembre 1942
(J. O. Togo du 16 septembre 1942, page 568).

Après :

3.214.890,20.

Ajouter :

Approuvé par arrêté général n° 4690 F. I/D. du 31 décembre 1942 du gouverneur général de l'Afrique occidentale française.

Supplément familial de traitement — Indemnité de charges de famille

ADDITIF aux arrêtés nos 41/F. et 42/F. du 15 janvier 1943 (J. O. Togo du 1^{er} février 1943, pages 96 et 97).

Après :

Rendu provisoirement exécutoire par arrêté local n° 44/F. du 19 janvier 1943.

Ajouter :

Approuvé par câblogramme n° 94/F. 2 du 6 février 1943 du gouverneur général de l'A. O. F.

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL

ACTES DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL

PERSONNEL EUROPÉEN

Administrateurs des colonies

Reclassement

N° 11 P. — Par arrêté du gouverneur général de l'Afrique occidentale française du 4 janvier 1943, les fonctionnaires du cadre des administrateurs des colonies mis à la disposition du Gouvernement général de l'Afrique occidentale française et servant actuellement en Afrique occidentale française ou en Afrique du Nord, sont reclassés provisoirement pour compter du 18 novembre 1942, dans le nouveau cadre créé par le décret du 18 novembre 1942 avec les anciennetés et les rappels pour services militaires indiqués par le tableau ci-annexé.

Les administrateurs de 2^e classe de l'ancien cadre reclassés administrateurs de 2^e classe à l'échelon avant deux ans ne pourront passer à la solde supérieure que par le jeu de l'ancienneté administrative qui leur est conservée par le présent arrêté.

Les rappels d'ancienneté pour services militaires utilisables au titre de l'avancement d'échelon et qu'ils conservent ne seront, en conséquence, décomptés que pour le franchissement de l'échelon après six ans.

Reclassement du personnel des administrateurs des colonies par application des dispositions du décret du 18 novembre 1942.

SITUATION ANCIENNE				SITUATION AU 18 NOVEMBRE 1942			
NOMS ET PRÉNOMS	DATE DE nomination	R. S. M. POUR SERVIR au franchissement d'échelons	ANCIENNETÉ TOTALE au 18 novembre 1942	GRADE	ANCIENNETÉ CONSERVÉE DANS LE GRADE AU 18 NOVEMBRE 1942	RAPPEL SERVICES MILITAIRES CONSERVÉS	
						POUR SERVIR au franchissement d'échelons	SANS AVANTAGE de solde
Administrateurs en chef				Administrateurs de 1 ^{re} classe			
Jean de Saint-Alary	1-7-38	1 a. 1 m. 7 j.	5 a. 5 m. 25 j.	Après 3 ans	Sans changement	Néant	Néant
Henri Gaudillot	16-5-39	Néant	3 a. 6 m. 2 j.	Après 3 ans	Sans changement	Néant	Néant
François Guillou	1-1-41	Néant	1 a. 10 m. 18 j.	Avant 3 ans	Sans changement	Néant	Néant
Administrateurs de 1 ^{re} classe				Administrateurs de 2 ^e classe			
Louis Foursaud	1-1-41	Néant	1 a. 10 m. 18 j.	Après 2 ans	1 an 10 mois 18 jours	Néant	5 m. 5 j.
Joseph Pic	1-1-41	Néant	1 a. 10 m. 18 j.	Après 2 ans	1 an 10 mois 18 jours	Néant	3 m. 27 j.
Jacques Lemoine	1-7-42	Néant	4 m. 18 j.	Après 2 ans	4 mois 18 jours	Néant	6 m. 4 j.
Administrateurs de 2 ^e classe				Administrateurs de 3 ^e classe : sans changement			
Athanase Roche	1-1-41	Néant	Néant	Avant 2 ans	1 an 10 mois 18 jours	Néant	Néant
Albert Mouragues	1-1-42	Néant	Néant	Avant 2 ans	10 mois 18 jours	Néant	6 m. 11 j.
Jean Berard	1-7-42	Néant	Néant	Avant 2 ans	4 mois 18 jours	Néant	5 m. 24 j.
Pierre Sanson	1-7-42	Néant	Néant	Avant 2 ans	4 mois 18 jours	Néant	1 a. 4 m. 1 j.
Administrateurs-adjoints de 1 ^{re} classe				Administrateurs-adjoints de 2 ^e classe : reclassement sans changement.			
François Demonio	1-7-40	5 m. 2 j.	2 a. 9 m. 20 j.	Avant 3 ans	2 ans 4 mois 18 jours	5 m. 2 j.	Néant
Raymond Vaudiau	1-7-41	2 j.	1 a. 4 m. 20 j.	Avant 3 ans	1 an 4 mois 18 jours	2 j.	2 j.
Georges Deluz	1-7-42	11 m. 19 j.	1 a. 4 m. 7 j.	Avant 3 ans	4 mois 18 jours	11 m. 19 j.	11 m. 19 j.
Administrateurs-adjoints de 3 ^e classe : reclassement sans changement.				Elèves administrateurs			
NOMS ET PRÉNOMS				POSITION ACTUELLE		RECLASSEMENT	
Elèves administrateurs							
Pierre Aubanel				Stage à l'issue duquel il sera nommé administrateur-adjoint de 3 ^e cl.		Elève-administrateur 2 ^e échelon	
Jean Jaubert							
Charles Brustlein				Stagiaire après 2 années d'études		Elève-administrateur 1 ^{er} échelon	

Services civils des colonies**Titularisation**

Par arrêté du gouverneur général de l'A. O. F. en date du :

9 janvier 1943. — Sont titularisés dans leur emploi d'adjoint de 2^e classe des services civils des colonies autres que l'Indochine, les adjoints stagiaires dont les noms suivent qui ont terminé leur année de stage à la colonie :

M.M. René Vallette, pour compter du 21 octobre 1942.

Sont titularisés dans leur emploi les commis stagiaires de 3^e classe des services civils des colonies autres que l'Indochine, dont les noms suivent qui ont terminé leur année de stage à la colonie :

M. Robert Lamy, pour compter du 19 décembre 1942.

Par arrêté n° 135 P. du gouverneur général de l'A. O. F. en date du :

26 janvier 1943. — M. d'Arcimoles, Hervé, adjoint de 2^e classe stagiaire des services civils a été titularisé dans son emploi pour compter du 27 janvier 1943.

Conducteurs de travaux agricoles**Titularisation**

Par arrêté n° 362 P. du gouverneur général de l'A. O. F. en date du :

29 janvier 1943. — M. Meyer Raoul, Jean, aide-conducteur stagiaire du cadre commun supérieur des conducteurs de travaux agricoles de l'A. O. F. qui a terminé le 27 janvier 1943, son année de stage réglementaire, est titularisé et nommé aide-conducteur avant 18 mois pour compter de la même date.

ACTES DU POUVOIR LOCAL**PERSONNEL EUROPÉEN****Nominations**

Par arrêté n° 82 P. du :

8 février 1943. — Sont nommés dans le cadre local européen des chemins de fer et du wharf du Togo, pour compter du premier janvier 1943 :

Au grade de sous-chef de bureau de 3^e classe :

M. Pinelli Roch, comptable principal de 1^{re} classe des C. F. T.

Au grade de sous-chef de dépôt de 3^e classe :

M. Tessier Paul, chef ouvrier d'art hors classe des C. F. T.

Au grade de sous-chef d'atelier de 3^e classe :

M. Lhuissier Louis, chef ouvrier d'art hors classe des travaux publics.

M.M. Tessier Paul et Lhuissier Louis conserveront, à titre personnel, le bénéfice de leur solde jusqu'à ce qu'ils soient promus dans leur nouvelle hiérarchie à un grade leur conférant une solde égale ou supérieure à celle dont ils bénéficient actuellement.

PERSONNEL INDIGÈNE**Nominations**

Par arrêté n° 55 P. du :

25 janvier 1943. — L'agent auxiliaire Ayayi Alphonse est agréé dans le cadre local indigène de l'enseignement du Togo en qualité d'instituteur stagiaire (1^{er} échelon) pour compter du 1^{er} janvier 1943.

Le moniteur de 2^e classe du cadre local de l'enseignement Afoutou Maxime est nommé instituteur auxiliaire de 2^e classe pour compter du 1^{er} janvier 1943.

Cet agent conservera à titre personnel le bénéfice de sa solde actuelle jusqu'à ce qu'il soit promu à un grade dans son nouveau cadre, lui conférant une solde égale ou supérieure à celle dont il jouit actuellement.

Par arrêté n° 63 P. du :

29 janvier 1943. — Les nommés Géri Gbati et Kengbo Daniel, qui ont subi avec succès le concours du 1^{er} décembre 1942 organisé par arrêté n° 604 F./Pel. du 26 octobre 1942, sont admis dans le cadre local subalterne du service de santé du Togo, en qualité d'élèves-infirmiers.

Par arrêté n° 74 P. du :

4 février 1943. — Sont nommés pour compter du 1^{er} janvier 1943 dans le cadre local des chemins de fer du Togo :

En qualité de facteurs-enregistreurs de 4^e classe :

Gbaguidi Pascal, chef de train stagiaire.

Ocloo Primus, chef de train stagiaire.

Aghey Antoine, chef de train stagiaire.

Adalbert Benoît, chef de train de 5^e classe.

En qualité de chef d'équipe de 4^e classe :

Tèko Charles, chef d'équipe stagiaire.

En qualité de mécanicien de 4^e classe :

Dégan Simon, mécanicien stagiaire.

En qualité d'ouvriers de 4^e classe :

Agbalou Falana Soulé, ouvrier stagiaire.

Dékpo Etienne, ouvrier stagiaire.

Adamah Gérard, ouvrier stagiaire.

En qualité de peintre de 4^e classe :

Ahyee Nathaniel, peintre stagiaire.

Par arrêté n° 83 P. du :

8 février 1943. — Le nommé Folikpo Aouté, qui a subi avec succès le concours du 1^{er} décembre 1942 organisé par arrêté n° 604 F./Pel. du 26 octobre 1942, est admis dans le cadre local subalterne du service de Santé du Togo, en qualité d'élève-infirmier.

Suspension de fonctions

Par arrêté n° 76 P. du :

4 février 1943. — Les nommés :

1^o — Kuégué Amoussou, ouvrier de 4^e classe du cadre local des travaux publics,

2^o — Yaovi Urbain, mécanicien-conducteur de 3^e classe du cadre local des travaux publics, sont suspendus de leurs fonctions pour compter du 17 décembre 1942, date de leur mise sous mandat

de dépôt sous l'inculpation, le premier de vol, le second de complicité du même vol, commis au préjudice de l'administration du territoire, jusqu'à intervention de la décision du tribunal compétent.

Pendant toute la durée de leur suspension de fonctions, Kuégué Amoussou et Yaovi Urbain n'auront droit qu'à la moitié de leur traitement brut, dégagé de tous accessoires de solde.

Agents auxiliaires

Nomination

Par décision n° 125 P. du :

8 février 1943. — Le nommé Kouévi Ayi Pierre est engagé en qualité de commis d'ordre auxiliaire (3^e catégorie, 4^e échelon) pour compter du 14 janvier 1943, date de sa prise de service.

Révocations

Par décision n° 89 P. du :

25 janvier 1943. — Est rapportée la décision n° 912 P./Pel. du 30 décembre 1942 révoquant pour compter du 1^{er} janvier 1943 Duévi Augustin.

L'agent auxiliaire Duévi Augustin est révoqué de son emploi pour compter du 7 janvier 1943.

Par décision n° 121 P. du :

5 février 1943. — L'agent auxiliaire Akamah Mathias est révoqué de son emploi pour refus de rejoindre son nouveau poste d'affectation.

Par décision n° 127 P. du :

8 février 1943. — L'agent auxiliaire Ali est révoqué de son emploi pour mauvaise manière habituelle de servir.

Gardes-forestiers

Nominations

Par arrêté n° 75 P. du :

4 février 1943. — Les nommés : Amah Alphonse, Creppy Marc, Possian Antoine, Foly Jérôme Kouévi, Adama Paul, Amadou Abraham et Dagnon Charles qui ont subi avec succès le concours du 14 décembre 1942, sont admis dans le cadre local des gardes-forestiers du Togo, en qualité de gardes-forestiers stagiaires.

Gardes-frontières

Nomination

Par arrêté n° 84 P. du :

8 février 1943. — Les ex-tirailleurs Possi Houédanou et Assi Kouakanou sont nommés gardes-frontières stagiaires du cadre local du Togo.

Gardes-frontières auxiliaires

Nominations

Par décision n° 126 P. du :

8 février 1943. — Les ex-partisans dont les noms suivent, sont engagés à titre provisoire, sous réserve d'un stage d'une durée minimum de trois mois :

1^o — *En qualité d'aide garde-frontière auxiliaire* :
(4^e catégorie, 1^{er} échelon)

Bassari Abourou, pour compter du 18 janvier 1943.

2^o — *En qualité d'aide garde-frontière auxiliaire*
(4^e catégorie, 2^e échelon)

Dick Pierre, Assouva Assoumeto, Dossou Ferdinand Djoto Lama, Tchannité Paquea, Madjatan Yoyo Kouassi Pascal, Mama Kondo, Mama Adam, Salifo Ali, Boukari Indabli, Comlan Koami, Djoré Adjé Bélihan Konkomba, Aboudou Salifou, pour compter du 18 janvier 1943.

Ayité Paul, pour compter du 21 janvier 1943.

DIVERS

Affectation spéciale

Commission

Par décision n° 124 B. M. du :

8 février 1943. — La commission régionale de contrôle des affectés spéciaux prévue par l'article 1 de l'arrêté n° 191/c. M. 3 du 15 janvier 1943 est composée comme suit :

Président :

Un officier supérieur (désigné par le commandant militaire du Dahomey-Togo).

Membres :

M.M. le capitaine Billant de l'I. C., chef du bureau militaire,

Sanson, administrateur des colonies,

Siaut, délégué des groupements professionnel du Togo, désigné par le président du comité central des groupements professionnels de l'A. O. F. et du Togo.

Secrétaire :

Un officier ou, à défaut, un sous-officier représentant le bureau de recrutement de l'A. O. F. (désigné par le président de la commission).

La commission se réunira sur la convocation de son président.

En cas d'empêchement du président, il appartiendra à ce dernier de désigner son remplaçant.

Libération conditionnelle

Par arrêté n° 77 A. P. A. du :

4 février 1943. — Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordé à la nommée Fati, née vers 1911 à Niamey (Niger), fille de feu Hamadan et de Adissa, revendeuse, de race et coutume Djerma condamnée à deux ans de prison pour complicité active de vol qualifié par jugement n° 6 du 22 juillet 1942 du tribunal criminel d'Anécho et actuellement détenue à la prison d'Anécho.

Par arrêté n° 86 A. P. A. du :

8 février 1943. — Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordé au détenu ci-après désigné de la prison d'Anécho :

Yaovi Agbékodo, né vers 1917 à Ekpui, fils de feu Agbékodo et de Minawoe, tailleur, célibataire de race Mina.

Préposés des douanes**Concours**

Par arrêté n° 58 p. du :

28 janvier 1943. — Un concours pour le recrutement de quatre préposés du cadre local des douanes du Togo aura lieu à Lomé dans les bureaux du chef du service des douanes le lundi 5 avril 1943.

Les demandes de candidature devront être adressées au commissaire de France (bureau du personnel) avant le 15 mars 1943, date de la clôture des inscriptions, accompagnées des pièces suivantes :

1° — Un extrait d'acte de naissance dûment légalisé ou toute pièce en tenant lieu (certificat de notoriété);

Les candidats devront être âgés de 16 ans au moins et de 30 ans au plus.

Pour ceux justifiant de services militaires, la limite d'âge est prorogée d'une durée égale à la durée de ces services, sans qu'elle puisse toutefois dépasser 35 ans;

2° — Un extrait du casier judiciaire ayant moins de trois mois de date;

3° — Un certificat de bonne vie et mœurs ayant moins de trois mois de date;

4° — Un certificat de visite et de contre-visite délivré par des médecins militaires, constatant que les candidats sont physiquement aptes au service actif des douanes et qu'ils ont été reconnus indemnes de tuberculose pulmonaire;

5° — Une carte d'identité.

Examen professionnel

Par décision n° 105 p. du :

29 janvier 1943. — Un examen professionnel pour l'accession des gardes-frontières au grade de préposé des douanes aura lieu à Lomé dans les bureaux du chef du service des douanes le lundi 1^{er} mars 1943.

Le nombre de places mises au concours est de trois. La liste des candidats admis à concourir sera fixée ultérieurement.

Rôles

Par arrêté n° 54 C. D. du :

25 janvier 1943. — Est approuvé et rendu exécutoire, le rôle supplémentaire de l'impôt cédulaire et de l'impôt général sur le revenu, afférent à l'exercice 1942, dont le détail suit :

Rôle n° 17 — Lomé-trésor 3.205,60

La date de mise en recouvrement est fixée au 26 janvier 1943.

Par arrêté n° 59 A. E. du :

28 janvier 1943. — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle supplémentaire 1942 des cotisations de la société indigène de prévoyance de Klouto, arrêté à la somme de six cent soixante douze francs (672 frs).

PARTIE NON OFFICIELLE**AVIS ET COMMUNICATIONS****AVIS**

de recrutement pour six emplois
de télégraphiste pour la colonie du Niger

MODIFICATIF à l'avis de recrutement inséré au journal officiel du Togo du 16 décembre 1942 (page 745).

Le salaire de début est porté à 17 francs par jour pour les candidats titulaires du certificat d'études primaires élémentaires et à 24 francs par jour pour ceux pourvus du certificat d'études primaires supérieures.

Le reste sans changement.

**Administration provisoire des biens
du sieur Moraïtis**

M. Serant, receveur contrôleur de l'enregistrement, administrateur-provisoire des biens du sieur Moraïtis, invite les créanciers et débiteurs de ce dernier à lui produire leurs titres et s'acquitter de leurs dettes.

DOMAINES

**Avis de demande d'immatriculation
au livre foncier du territoire du Togo**

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal de première instance de Lomé.

Suivant réquisition, n° 1223, déposée le 20 janvier 1943 les dames Rosa Teley Nyawouto Gunn et Régina Teckor Gunn profession de marchandes, demeurant et domiciliées à Lomé, agissant en leur nom et pour leur compte personnel en qualité de co-propriétaires, majeures, non interdites, jouissant de leurs droits civils selon leur statut personnel indigène optant pour la législation française, ont demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier, sur lequel est construite une boutique en pierres jointoyées au mortier de ciment, et couverte en tôles ondulées d'une contenance totale de trois ares trente sept centiares (3 a 37 ca) situé à Atakpané, quartier Gnagna, cercle du centre, et borné au nord par la rue Albert Sarraut, au sud par terrain à Gnadjogbé, à l'est par terrain à Ali Azamakou et à l'ouest par la rue Lt. Marroix.

Elles déclarent que ledit immeuble leur appartient et n'est, à leur connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1224, déposée le 20 janvier 1943 les dames Rosa Teley Nyawouto Gunn et Régina Teckor Gunn profession de marchandes, demeurant et domiciliées à Lomé, agissant en leur nom et pour leur compte personnel en qualité de co-propriétaires, majeures, non interdites, jouissant de leurs droits civils selon leur statut personnel indigène optant pour la législation française, ont demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier, sur lequel est construite une boutique en pierres jointoyées au mortier de ciment et couverte en tôles ondulées d'une contenance totale de quatre ares quarante neuf centiares (4 a 49 ca) situé à Atakpamé, quartier Woudou, cercle de centre, et borné au nord par la Maison R. Eychenne, au sud par terrain à Ayivor, à l'est par la Maison S. G. G. G. et à l'ouest par la rue du marché.

Elles déclarent que ledit immeuble leur appartient et n'est, à leur connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1225, déposée le 20 janvier 1943 les dames Rosa Teley Nyawouto Gunn et Régina Teckor Gunn profession de marchandes, demeurant et domiciliées à Lomé, agissant en leur nom et pour leur compte personnel en qualité de co-propriétaires, majeures, non interdites, jouissant de leurs droits civils selon leur statut personnel indigène optant pour la législation française, ont demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de cinq ares quatre vingt cinq centiares (5 a 85 ca) situé à Atakpamé, quartier Gnagna, cercle du centre, et borné au nord par la rue Albert Sarraut, au sud par terrain à Odah, à l'est par terrain à Arnold Mabu-du et à l'ouest par la rue Pasteur.

Elles déclarent que ledit immeuble leur appartient et n'est, à leur connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1226, déposée le 20 janvier 1943 le sieur Augustin Ecoué Foli Hagbonor profession de commis à la contribution au Togo demeurant et domicilié à Lomé, agissant comme mandataire du sieur Joseph Osséni Biramah, employé de la Maison Shell à Brazzaville, en vertu d'une procuration dûment légalisée, propriétaire, majeur non interdit, jouissant des ses droits civils selon son statut personnel indigène, optant pour la législation française, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain nu, en forme d'un triangle irrégulier, d'une contenance totale de neuf ares trente cinq centiares (9 a 35 ca) situé à Anécho, quartier Kpota, cercle d'Anécho et borné au nord par terrain à Bonaventure Tété, au sud par terrain à William Acquéréburu, à l'est par terrain à Léon Kouakouvi Egui et à l'ouest par une rue non dénommée.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1227, déposée le 22 janvier 1943 le receveur-contrôleur de l'enregistrement et des domaines, demeurant et domicilié à Lomé, agissant comme représentant le territoire du Togo a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, en partie bâti, consistant en un terrain en forme de polygone irrégulier, sur lequel se trouvent la gare d'Anié, l'emprise de la voie ferrée et les diverses installations du chemin de fer d'une contenance totale de dix neuf hectares, vingt six ares cinquante neuf centiares situé à Anié, cercle d'Atakpamé et borné au nord, à l'ouest et au sud par des terrains vacants et sans maître, propriété privée du territoire, à l'est par le titre foncier 85 du cercle d'Atakpamé, propriété privée du territoire à l'origine, morcellé en partie au profit des nommés ci-après, propriétaires limitrophes actuels :

Mandé Magadjiah,
Ajavon Max,
John Walkden and Co.,
Hubert Pompéo d'Almeida,
S. G. G. G.,
Edouard Agbodjan,
G. B. Ollivant.

Il déclare que ledit immeuble appartient au territoire et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1228, déposée le 29 janvier 1943 le sieur Nyégbé Adjo, profession de cultivateur, demeurant et domicilié à Woamé, (subdivision de Palimé), agissant en son nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire, majeur, non interdit, jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène optant pour la législation française, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain en forme de polygone irrégulier sur lequel se trouvent complantés des cacaoyers, des caféiers et diverses autres essences, d'une contenance totale de six hectares environ (6 ha environ) situé à Woamé, subdivision de Palimé, cercle du centre connu sous le nom de « Avémadolakouigata » et borné au nord par terrains à Tsékpé Bléko et à Dabi Zinou, à l'est par terrain au requérant, au sud par terrains à Tayi et Kokoroko Tsahé, et à l'ouest par terrains à Jizzé Kodjo et Kokoroko Tsahé.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Le conservateur de la propriété foncière,
J. SERANT.

NECROLOGIE

Le Gouverneur des colonies, Commissaire de France au Togo a le regret de faire part du décès de M. Soboga Alhéri, surveillant de route de 4^e classe du cadre local du Togo, survenu à Sokodé le 24 janvier 1943.